

## **LUNDI 12 JANVIER 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Banques centrales, pétrole, Ukraine... quelques prévisions financières pour 2015** p.1
- = Si les rêves étaient pain et poisson (J-H Kunstler) p.5
- = Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole (FMI) p.7
- = Prendre en compte les faits, pas les scénarios irréels... (Pierre Leconte) p.24
- = Les jeux sont terminés entre l'Occident et l'Orient (Mac Slavo) p.28
- = Pourquoi les actions valent-elles si cher ? (Bill Bonner) p.29
- = **Fin de l'Empire** p.31
- = « Oui, c'est compliqué !! » (Charles Sannat) p.33
- = Pourquoi les banques canadiennes souffrent du krach pétrolier p.37
- = Et pendant que la planète regarde la marche pour la république, ils ne regardent pas la finance proche de l'apocalypse financière p.42
- = **L'EUROPE DANS L'ORNIÈRE, MATIÈRE À RÉFLEXION...** (François Leclerc) p.44
- = **DES DÉFERLANTES DONT IL VA FALLOIR TENIR COMPTE** P.46
- = **Et si la BCE avait échoué ?** (Bruno Colmant) p.47
- = Une nouvelle guerre des monnaies approche p.49
- = Bientôt l'avènement de la gauche radicale... Podemos et Syriza en tête des sondages p.51
- = C'est dans les vieilles marmites que l'on fait les meilleures soupes p.52
- = La revue de presse de Pierre Jovanovic p.57



## **Banques centrales, pétrole, Ukraine... quelques prévisions financières pour 2015**

12 jan 2015 | [La Rédaction](#) | [La Chronique Agora](#)

### **James Howard Kunstler**

- Voici mes prévisions financières pour 2015 :
  - Début 2015, la BCE propose un programme d'assouplissement quantitatif de piètre ampleur qui déclenche les railleries. Les marchés européens s'écroulent.
  - Résultat des élections grecques en janvier : un gouvernement qui tient tête à l'UE et à la BCE. Cela provoque une perte de confiance fatale dans la capacité de poursuivre ce projet.
  - Au second semestre 2015, le reste du monde se ligue contre le dollar américain.
  - Les marchés obligataires en Europe implosent au premier semestre et la contagion s'étend aux Etats-Unis à mesure que la peur et la méfiance

augmentent sur la viabilité du statut des Etats-Unis comme zone sécurisée.

*D'innombrables trous noirs apparaissent, dans lesquels la dette et la "richesse" disparaissent à jamais*

- Les produits dérivés associés aux monnaies, les taux d'intérêt et les obligations à risque déclenchent un bain de sang dans les *credit default swaps* (CDS). D'innombrables trous noirs apparaissent, dans lesquels la dette et la "richesse" disparaissent à jamais.
- Les marchés américains continuent leur ascension au premier semestre 2015 mais s'effondrent au troisième trimestre lorsque la confiance dans le papier et les pixels s'effrite. Le Dow Jones et le S&P perdent entre 30 et 40 points lors du krach initial et la chute continue en 2016.
- L'or et l'argent-métal dégringolent au premier semestre, puis décollent lorsque la dette et les marchés actions s'effondrent, la confiance dans les instruments abstraits s'évapore, la foi dans l'omnipotence de la banque centrale disparaît et les citoyens du monde entier recherchent désespérément de la sécurité dans [la guerre des monnaies](#).
- Goldman Sachs, Citicorp, Morgan Stanley, Bank of America, Deutsche Bank, Société Générale, tous succombent à l'insolvabilité. Le gouvernement américain et les responsables de la Réserve fédérale n'osent pas se porter à leur secours une nouvelle fois.
- Fin 2015, les banques centrales du monde entier se retrouvent dans un discrédit généralisé. Aux Etats-Unis, le mandat de la Réserve fédérale est publiquement débattu et rapporté à sa mission initiale en tant que prêteur de dernier recours. Il lui est interdit de s'engager dans d'autres interventions et un nouveau mécanisme, moins obscur, est élaboré pour réguler les taux d'intérêt de base.
- En mai 2015, les prix du pétrole se situent à nouveau entre 65 \$ et 70 \$. Cela ne suffit pas pour stopper la destruction dans les secteurs du gaz de schiste, du sable bitumeux et du forage en eau profonde. Alors que la contraction de l'économie mondiale s'accélère, le pétrole dégringole autour des 40 \$ en octobre...
- ... à moins que des troubles au Moyen-Orient (en particulier si l'Etat islamique s'attaque à l'Arabie Saoudite) ne conduisent à une grave —

et peut-être fatalement permanente — perturbation des marchés mondiaux du pétrole. Dans ce cas, sont remises en question la continuité des économies avancées ainsi que la paix entre les nations.

***L'événement marquant de l'année 2015 sera la désintégration de l'économie mondiale***

#### ▪ Géopolitique

L'événement marquant de l'année 2015 sera la désintégration de l'économie mondiale de Tom Friedman, c'est-à-dire les relations commerciales et bancaires que nous avons connues pendant près d'un quart de siècle, en particulier le flux continu

de biens et de capitaux entre l'Orient et l'Occident. Les erreurs tactiques des Etats-Unis et de leurs alliés européens incitent les soi-disant marchés émergents, menés par l'Organisation de coopération de Shanghai, à élaborer des solutions de rechange pour saper et éviter le commerce en dollars.

Si elles ne remplacent pas vraiment le dollar en tant que réserve de monnaie mondiale, ces alternatives entraînent une période de troubles monétaires au niveau mondial. Le seul moyen de s'en sortir est d'adosser au moins partiellement les monnaies à l'or. La Chine et la Russie continuent de convertir leurs réserves de dollars en or dès que cela leur est possible. Entre temps, la campagne menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour discréditer et dévaluer l'or ne fait que permettre à leurs rivaux d'acquérir encore plus d'or, à un prix encore plus bas.

Le reste du monde en a assez des manigances interventionnistes des Etats-Unis et de l'exportation de leur stupide culture des hamburgers, de Grand Theft Auto et de leurs Jézabel qui "twerkent". Il faut dire que la stupidité tenace de l'Amérique et ses mauvais choix stratégiques — comme par exemple le retour de flammes de la mésaventure ukrainienne de 2014 — n'aident pas. Qui à la Maison Blanche, au Pentagone ou au Département d'Etat pensait que c'était une bonne idée de mettre à mal la fragile stabilité de l'Ukraine ? Doute-t-on réellement que l'Ukraine puisse un jour être en dehors de la sphère d'influence de la Russie ? Ou que la Russie l'autoriserait à être rattachée à l'OTAN et utilisée comme base avancée pour la puissance de feu américaine ? A ce sujet, l'explication de Dmitry Orlov est la plus pertinente que j'ai trouvée sur internet :

*"Ce pour quoi les anglo-impérialistes ont payé en corrompant la politique de l'Ukraine a été une place au premier rang pour assister*

*à une guerre ouverte entre l'Ukraine et la Russie. A la place, ils n'ont obtenu qu'un tabouret bancal pour assister à un pugilat entre l'Ukraine occidentale et l'Ukraine orientale".*

*Les Etats-Unis ont réussi à transformer un pays légèrement en faillite, légèrement indépendant en un cas totalement désespéré de retour à l'âge des ténèbres*

Les Etats-Unis ont réussi à transformer un pays légèrement en faillite, légèrement indépendant en un cas totalement désespéré de retour à l'âge des ténèbres — pas d'argent, pas de travail, pas d'essence, pas de chauffage, pas de nourriture, pas de perspectives d'avenir.

Ayant complètement bâclé l'opération et mal joué par rapport à la Russie de Poutine — et l'intérêt légitime de la Russie à avoir un proche voisin stable — les Etats-Unis abandonneront l'Ukraine. On l'oubliera aussi sûrement qu'on a oublié le rôle des forces aériennes ukrainiennes soutenues par les Etats-Unis dans le crash du vol 17 de la Malaysian Airlines — des détails compromettants qui ont été enterrés par les enquêteurs hollandais. Finalement, les Russes devront secourir l'Ukraine agonisante. Ils n'en seront pas ravis mais ils le feront, bien à contrecœur.

De même, la campagne menée par les Américains pour des sanctions économiques à l'encontre de la Russie (y compris l'attaque contre le rouble) se retourne à présent contre les exportations de la Zone euro. La Russie a survécu à bien pire que les sanctions occidentales dans l'histoire récente. Elle survivra en se tournant vers l'Asie. C'est déjà en train d'arriver et ce phénomène est largement médiatisé. Pour l'Europe, cela signifie que tôt ou tard elle perdra son accès au gaz et au pétrole importés de Russie.

Entre temps, les champs pétroliers de la Mer du Nord et de Groningen se meurent. Bon courage aux Européens pour se chauffer l'hiver prochain...

Nous verrons la suite dès mercredi...

**James Howard Kunstler** est l'auteur du best-seller *La fin du pétrole*, paru en 2005, qui prédisait l'effondrement financier et les implications du problème du *Peak oil*. Il est également l'auteur de livres sur l'urbanisme et l'échec des banlieues américaines — des ouvrages devenus cultes chez les urbanistes et les architectes. M. Kunstler est également l'auteur de 10 romans. Ses articles sont parues dans le *New York Times*, le *Washington Post*, *Rolling Stones* et dans le *Atlantic Monthly*.

# Si les rêves étaient pain et poisson



James Howard Kunstler  
Kunstler.com

Publié le 12 janvier 2015

Janet Yellen et son conseil fédéral de spécialistes du présage auraient tout aussi bien pu déverser un seau d'entrailles de chèvre dans les escaliers du mystérieux Eccles Building plutôt que de disséquer et couper en dés les ramifications possibles de l'altération de leur précédente déclaration relative à une « période de temps considérable » (nécessaire avant de voir grimper les taux d'intérêt) en faveur d'un impératif plus simple, nommément la « patience ». Une censure destinée à tous ceux qui auraient un trop grand besoin de clarté – entendez donc que la Fed ne débranchera pas la machine qui maintient en vie l'opération de rackets que le système bancaire est aujourd'hui devenu.

La mention insignifiante de « patience » a provoqué un véritable délire sur les marchés, qui ont enregistré de nouveaux records. Derrière toutes ces absurdités cérémonielles se cache la sombre suspicion que la Réserve fédérale n'a vraiment pas idée de ce qui se passe réellement, et aucune idée de ce qu'elle fait. Et en l'absence d'un tel savoir, Mme Yellen et autres éminences collégiales ont généré une logique élaborée d'inaction.

La vérité, c'est que suffisamment de mesures ont déjà été prises. Elles se sont succédées sous forme de vagues d'interventions qui n'ont rien fait de plus que détruire les agences de marché de manière à ce que personne ne puisse plus faire la différence entre les prix et les attentes. Comme par coïncidence, cette période de l'année est une saison d'attentes, notamment pour les gestionnaires monétaires chargés de polir les portefeuilles de leurs clients au son des chants de Noël et des bouchons de champagne qui sautent. Mme Yellen s'est déguisée en Père Noël avant d'aller s'entretenir avec les médias la semaine dernière.

Et, pas si loin, la catastrophe fait rage, les situations dégénèrent sous prétexte d'accroître le contrôle. Il se passe quelque chose dans le Mordor des produits dérivés, ce monde de ténèbres non-régulé où des promesses sont faites sans jamais être tenues. Les devises ne peuvent s'effondrer dans plus d'une poignée de pays dans le même temps qu'hululent les taux d'intérêts sans que les swaps n'en pâtissent. Beaucoup de plaies se sont ouvertes, que nous

n'avons pas encore découvertes.

La Réserve fédérale roule sur les vapeurs de sa crédibilité perdue. Elle nous demande d'être patients, mais les autres institutions et ceux qui les dirigent pourraient ne pas en disposer suffisamment et commencer à se protéger. Quand les devises prennent feu, même une panique bancaire n'est plus que futilité. La pourriture se propage depuis les marges vers le centre. Dans un monde d'obligations papier oxydables, le dollar papier n'est pas une forteresse, il n'est rien de plus qu'une pile de boîtes vides enveloppées d'aluminium et exposées dans un centre commercial qui fera dès la fin des vacances l'objet d'une saisie. Ou peut-être qu'un ado décidera d'y mettre le feu. Les vigiles attendent toujours leur salaire du mois dernier et sont trop occuper à boire dans le local poubelle.

Il se passera au moins quelques mois avant que la Fed n'ose commencer à réimprimer, et beaucoup de choses pourraient se passer d'ici là. Si le QE devait revoir le jour – et il est très tenté de le faire, toute sa crédibilité sera finalement perdue. Quelle opportunité merveilleuse pour un autre pays, disons un pays dont la devise est en difficulté, serait alors l'introduction d'une nouvelle devise garantie par l'or ? Une hypothèse pas impossible. Cette nation pourrait être exportatrice de pétrole, un bien dont même une économie en dépression a besoin. Cette nation hypothétique pourrait avoir peur d'être secouée par les Etats-Unis, avec ses vizirs et ses grands diseurs de présages, ses multitudes de coupes de cheveux à la recherche de cervelles.

Très bonne nouvelle année à tous et, en ce début d'année, faites attention à ce que vous espérez.

## [Sept questions sur la chute récente des cours du pétrole](#)

Publié par medisma sur 10 Janvier 2015, Source : **Fonds Monétaire International**





*Les cours du pétrole ont récemment chuté et tous les acteurs en subissent les effets : producteurs, exportateurs, États et consommateurs. De manière générale nous y voyons là un coup de fouet pour l'économie mondiale. Tout en gardant à l'esprit que nos simulations ne constituent pas une prévision de l'état de l'économie mondiale, elles signalent une poussée du PIB mondial de l'ordre de 0,3 à 0,7 % en 2015, par rapport à un scénario sans chute des cours. Cela dit, cette situation complexe et évolutive ne saurait se limiter à ces quelques considérations. Dans ce blog nous examinons la dynamique actuelle et future du marché du pétrole, les répercussions pour les différents groupes de pays et pour la stabilité financière, et les ripostes que peuvent envisager les pays pour gérer l'impact sur leur économie.*

*En résumé :*

- Nous constatons que l'offre et la demande jouent dans le net recul des prix constaté depuis juin. Les marchés à terme sembleraient anticiper un rebond des cours du brut, mais ceux-ci se maintiendraient en dessous du niveau des dernières années. Cela étant, l'incertitude est grande quant à l'évolution de l'offre et de la demande à mesure que la situation progressera.*
- Les conséquences de la chute des cours seront nécessairement différentes d'un pays à l'autre, mais certains points communs se dégagent : les pays importateurs, parmi les pays avancés et surtout parmi les pays émergents, devraient profiter d'une augmentation du revenu des ménages, d'une réduction des coûts de production et d'une amélioration de leur situation extérieure. Les pays exportateurs engrangeront moins de recettes et leurs budgets et leurs soldes extérieurs seront mis à mal.*
- Les risques pour la stabilité financière se sont accentués mais restent maîtrisés. Les tensions sur les monnaies se sont pour l'instant limitées à un petit nombre de pays exportateurs, dont la Russie, le Nigéria et le Venezuela.*

*Compte tenu des liens financiers qui sillonnent la planète, cette situation appelle une vigilance accrue et systématique.*

- *Les pays exportateurs de pétrole préféreront procéder à un ajustement graduel, en évitant toute contraction brutale des crédits budgétaires. Les pays qui n'ont ni fonds d'épargne ni règles budgétaires solides, risquent cependant de subir de fortes pressions sur le plan du budget et du taux de change. Si la politique monétaire appropriée n'est pas mise en place, cela peut attiser l'inflation et accélérer la dépréciation.*

- *La chute des cours du pétrole offre à de nombreux pays l'occasion de réduire les subventions énergétiques et d'utiliser les montants ainsi épargnés pour financer des transferts mieux ciblés, et à certains la possibilité de durcir la fiscalité énergétique en réduisant par ailleurs d'autres impôts.*

- *Dans la zone euro et au Japon, où la demande est faible et la politique monétaire classique a fait l'essentiel de ce qu'elle pouvait faire, les orientations prospectives (forward guidance) des banques centrales sont d'une importance cruciale pour ancrer les anticipations inflationnistes à moyen terme face à la chute des cours.*

*Nous rappelons que nos simulations de l'impact de la chute des prix du pétrole ne constituent pas une projection de l'état de l'économie mondiale en 2015 et durant les années suivantes. Ce type de projection fera l'objet de la prochaine mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale en janvier. À cette occasion, nous examinerons également beaucoup d'autres questions transversales touchant à la croissance, à l'inflation, aux déséquilibres mondiaux et à la stabilité financière.*

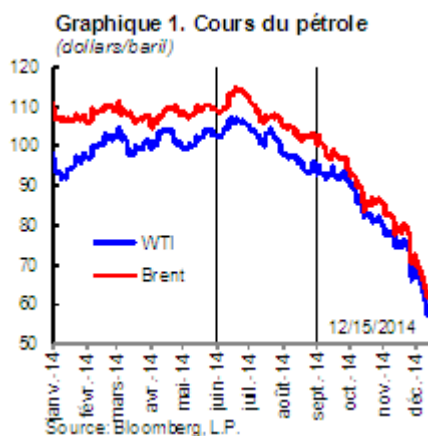
Dans les paragraphes qui suivent, nous nous efforçons de répondre à sept grandes questions sur le repli des cours du brut :

1. Quels sont les rôles respectifs de l'offre et de la demande?
2. L'effet de la demande risque-t-il d'être durable?
3. Quels sont les effets probables sur l'économie mondiale?
4. Quels seront les effets probables sur les importateurs de pétrole?
5. Quels seront les effets probables sur les exportateurs de pétrole?
6. Quelles sont les retombées financières?



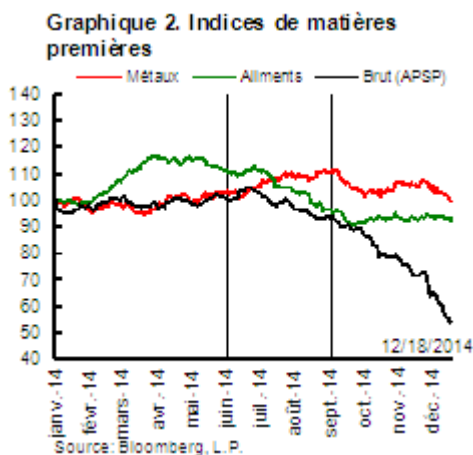
## 7. Quelle devrait être la riposte des importateurs et des exportateurs?

### 1- Quels sont les rôles respectifs de l'offre et de la demande?



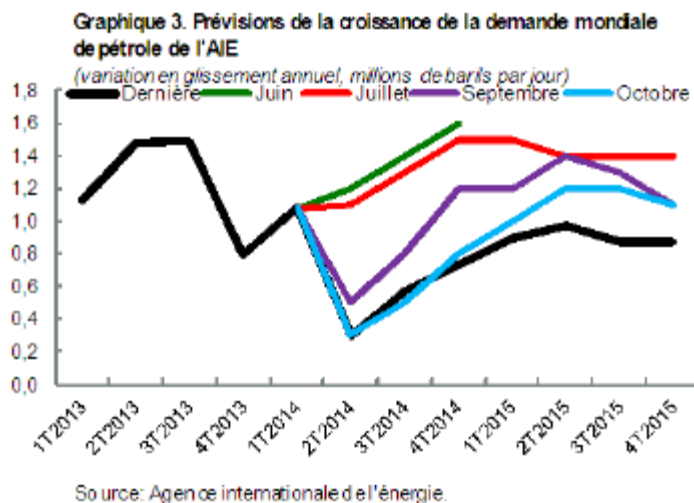
Les cours du pétrole ont chuté de près de 50 % depuis juin, et de 40 % depuis septembre (graphique 1)<sup>2</sup>. Les cours des métaux, qui en règle générale sont encore plus sensibles à l'évolution de l'activité mondiale, se sont également repliés mais beaucoup moins que les prix du brut (graphique 2). De prime abord, cette observation semblerait indiquer que des facteurs propres au marché du pétrole, et notamment à l'offre, expliquent pour beaucoup la chute des cours.

À regarder de plus près, ce constat semble se confirmer. À en juger par les révisions, de juillet à décembre, des prévisions de demande de l'Agence internationale de l'énergie (graphique 3) et par les estimations de l'élasticité à court terme de l'offre de pétrole, la baisse imprévue de la demande durant cette période n'explique que 20 à 35 % du tassement des cours.



S'agissant de l'offre, plusieurs facteurs se manifestent, y compris les augmentations imprévues de la production. Cela tient en partie à la reprise plus rapide que prévu de la production libyenne en septembre et au fait que la production iraquienne n'ait pas été touchée, en dépit des troubles<sup>3</sup>. Mais l'intention manifestée par l'Arabie saoudite — le plus gros producteur de l'OPEP — de ne pas contrer l'augmentation soutenue de l'offre d'autres producteurs appartenant ou non à l'OPEP, et la décision ultérieure de cette dernière, en novembre, de maintenir le plafond collectif de production à 30 millions de barils par jours en dépit d'une surabondance apparente ont cependant été un facteur de taille.

L'augmentation soutenue de la production pétrolière mondiale pourrait être perçue comme la clé de l'énigme («le chien qui n'a pas aboyé»). Les cours du brut s'étaient en effet maintenus à un niveau relativement élevé en dépit de la trajectoire ascendante de la production pétrolière mondiale, en raison de ce qui était perçu à l'époque comme le prix plancher induit de l'OPEP. La réaction ultérieure du producteur d'appoint a toutefois contribué à provoquer un changement fondamental des anticipations quant à la trajectoire future de la production mondiale de pétrole, ce qui explique à son tour pourquoi les cours ont baissé d'autant et à ce moment, pour se rapprocher du niveau d'équilibre d'un marché en concurrence. Une chute des cours aussi spectaculaire s'était produite en 1986, lorsque l'Arabie saoudite avait décidé de ne plus jouer le rôle de producteur d'appoint : le prix du baril est alors descendu de 27 à 14 dollars, pour ne se redresser qu'une quinzaine d'années plus tard, en 2000.

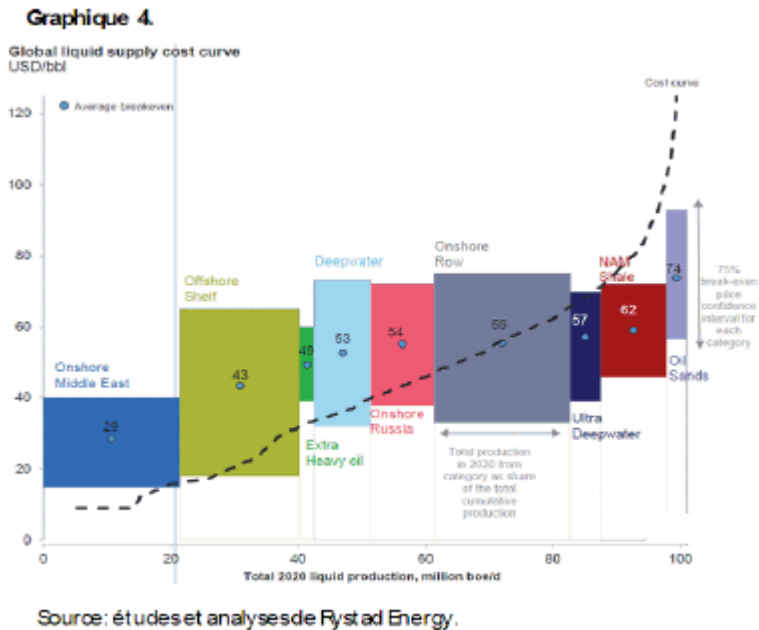


Par-delà les facteurs classiques liés à la demande et à l'offre, d'aucuns citent la «financiarisation» (le brut et les autres matières premières étant considérés par les investisseurs financiers comme une catégorie d'actifs distincte) et la «spéculation» comme contribuant à la chute du prix du baril<sup>4</sup>. À notre avis, les données ne corroborent guère cette thèse. Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie, les stocks de pétrole ont atteint leur niveau le plus élevé des deux dernières années, ce qui traduirait des anticipations d'augmentation des cours et non de baisse.

## **2- L'effet de la demande risque-t-il d'être durable?**

Cela dépendra essentiellement de deux facteurs :

Premièrement, se pose la question de savoir si l'OPEP, et l'Arabie saoudite en particulier, seront disposées à réduire leur production à l'avenir. Cela dépendra en partie à son tour des raisons qui ont motivé le changement de stratégie et de l'importance relative des facteurs géopolitiques et économiques dans cette décision. Il est une hypothèse selon laquelle, face aux augmentations soutenues de l'offre hors OPEP, l'Arabie saoudite juge trop coûteux d'être le producteur d'appoint et de maintenir un prix élevé. Si tel est le cas, et à moins que les difficultés liées à une compression des recettes ne poussent d'autres producteurs de l'OPEP et la Russie à convenir d'un partage plus généralisé des réductions, il est peu probable que la stratégie en vigueur change de sitôt. Selon une autre hypothèse, il s'agirait d'une tentative de l'OPEP de réduire les bénéfices, les investissements et, à terme, l'offre des producteurs hors OPEP, dont certains doivent assumer des coûts d'extraction nettement supérieurs à ceux des principaux producteurs de l'OPEP (le graphique 4 décrit la courbe de coût marginal mondial, à savoir le coût de production d'un baril supplémentaire par type d'extraction pétrolière).



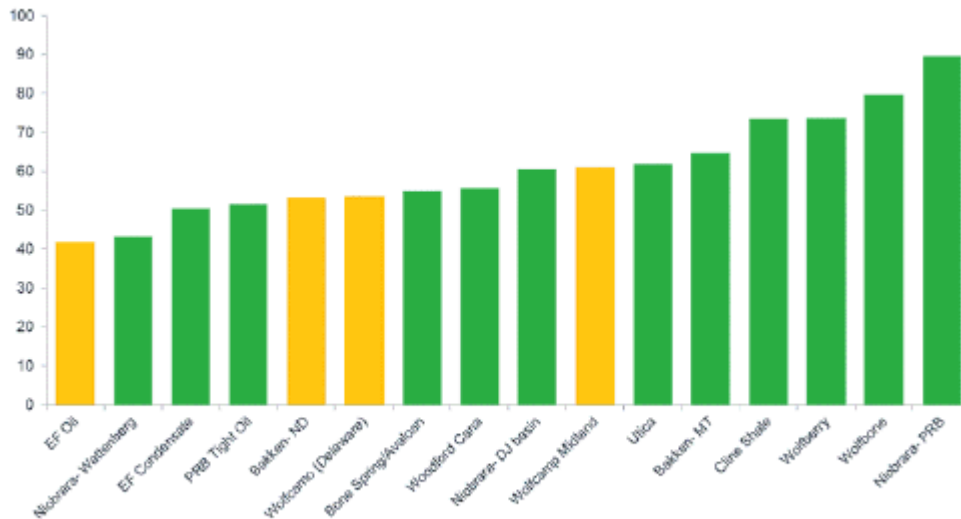
Deuxièmement, se pose la question de savoir comment l'investissement et, partant, la production pétrolière réagiront à la baisse des cours. Selon certaines indications, les dépenses en capital dans la production pétrolière auraient commencé à chuter. D'après Rystad Energy, les dépenses d'investissement globales des principales compagnies pétrolières pour le troisième trimestre 2014 sont inférieures de 7 % à ce qu'elles étaient en 2013.

Il ressort des projections de la même source que ces dépenses chuteront sensiblement jusqu'à la fin 2017. Pour le pétrole non conventionnel, comme le pétrole de schiste (qui représente désormais quelque 4 millions de barils sur une production journalière mondiale de 93 millions), le seuil de rentabilité — le prix à partir duquel l'extraction devient rentable — des principaux gisements de schiste des États-Unis (Bakken, Eagle Ford et Permian) se situe généralement en dessous de 60 dollars le baril (le graphique 5 indique les seuils de rentabilité des gisements de pétrole de schiste aux États-Unis).

Aux prix actuels (environ 55 dollars le baril), selon les projections de Rystad Energy, le niveau de production de pétrole pourrait diminuer mais de façon modeste, de moins de 4 % en 2015. Cela étant, les taux de rendement seront nettement inférieurs et certaines sociétés qui ont un niveau d'endettement élevé et ne se sont pas couvertes contre une baisse des prix connaissent déjà

des difficultés financières et ont dû réduire les dépenses d'investissement et procéder à des licenciements massifs.

Graphique 5. Seuils de rentabilité moyens WTI pour différents gisements de pétrole de schiste américains

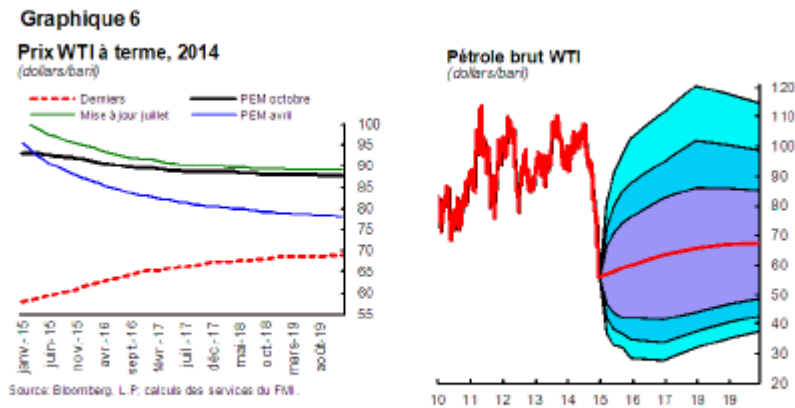


Source : études et analyses de Rystad Energy.

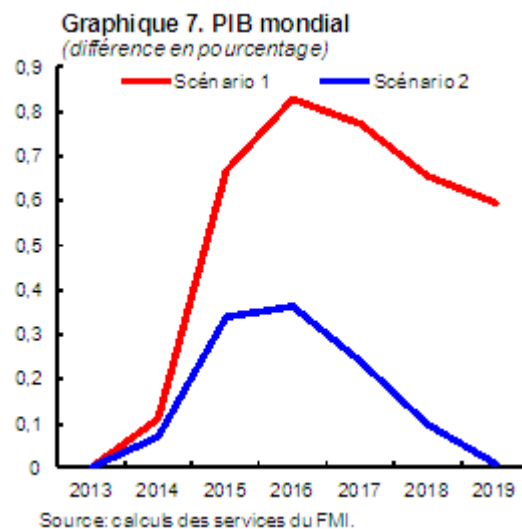
Autrement dit, toutes choses étant égales par ailleurs, l'effet dynamique de la baisse des cours devrait entraîner une diminution de l'offre par rapport au basculement initial et, partant, un redressement partiel des prix. C'est la lecture que l'on peut avoir des marchés à terme : la partie gauche du graphique 6 signale une remontée des cours à 73 dollars le baril d'ici 2019.

Les incertitudes liées à ces prévisions tiennent à la fois à l'offre et à la demande.

S'agissant de l'offre, par exemple, il ne faut pas sous-estimer les changements éventuels de stratégie de l'OPEP et les tensions géopolitiques en Libye, en Iraq, en Ukraine et en Russie. En ce qui concerne la demande, l'incertitude liée à l'activité économique et donc à la demande induite de pétrole demeure élevée. C'est d'ailleurs ce que montre très clairement l'ampleur de la distribution implicite des prix à terme (sur la base des prix des options) dans la partie droite du graphique 6 : l'intervalle de confiance de 68 % pour le prix en 2019 s'étend de 48 à 85 dollars et l'intervalle de confiance de 95 %, de 38 à 115 dollars, soit une fourchette particulièrement large.



### 3- Quels sont les effets probables sur l'économie mondiale?



Globalement, une baisse des cours du pétrole attribuable à l'évolution de l'offre est une bonne chose pour l'économie mondiale, avec, à l'évidence, d'importants effets de distribution entre importateurs et exportateurs de pétrole. Pour quantifier l'impact de ces changements de l'offre il faut poser des hypothèses fondamentales sur leur ampleur et leur persistance probables. Ces hypothèses détermineront non seulement la trajectoire de l'ajustement, mais aussi la réaction initiale des consommateurs et des entreprises.

Vu l'incertitude qui entoure l'importance relative des basculements de l'offre, actuels et futurs, nous présentons les résultats de deux simulations qui reflètent, à notre avis, un éventail raisonnable d'hypothèses (elles partent du



principe que toutes choses sont égales par ailleurs; elles ne constituent pas des projections de l'économie mondiale et donc font abstraction des autres chocs que celle-ci pourrait subir). La première simulation suppose que le repli des cours constaté sur les marchés à terme s'explique à 60 % par l'offre. La seconde suppose le même pourcentage au départ mais prévoit aussi une inversion partielle du phénomène pour les raisons exposées plus haut, la contribution du basculement de l'offre à la baisse des prix s'amenuisant progressivement pour descendre jusqu'à zéro en 2019<sup>5</sup>.

Les résultats des simulations ci-après ne tiennent compte que des effets de la composante offre du repli des cours du pétrole (la composante attribuable à la demande est un symptôme du ralentissement de l'activité économique mondiale et non une cause). La projection de prix retenue dans les simulations repose sur les prévisions de prix du FMI, elles-mêmes fondées sur les contrats à terme.

Le graphique 7 présente les résultats pour le PIB mondial. La première simulation se traduit par une augmentation de la production mondiale de 0,7 % en 2015 et de 0,8 % en 2016 par rapport au scénario de référence (situation avec la chute des cours). La seconde simulation aboutit, logiquement, à un effet plus modeste sur la production, de l'ordre de 0,3 % en 2015 et de 0,4 % en 2016. L'éventail de ces effets comprend des prédictions que l'on obtiendrait à partir des estimations empiriques applicables aux économies avancées. Il ressort des estimations de Blanchard et Gali (2009), par exemple, que l'effet d'une réduction permanente (imputable à l'offre) du prix du baril de 10 % aboutit à une augmentation de la production américaine d'environ 0,2 %<sup>6</sup>. En retenant une composante offre de la réduction de prix d'environ 25 % (60 % d'une baisse totale de 40 %), ces estimations supposeraient donc une augmentation de la production d'environ 0,5 %.

Ces résultats globaux cachent les effets asymétriques de la baisse des prix dans les différents pays. Les gagnants sont les importateurs (nets), et les perdants sont les exportateurs (nets). Mais même parmi ces deux groupes il existe de grosses différences.

#### **4- Quels seront les effets probables sur les importateurs de pétrole?**

La baisse des cours agit de trois manières distinctes sur les importateurs de pétrole. Premièrement, par l'effet de l'augmentation du revenu réel sur la

consommation. Deuxièmement, par la réduction des coûts de production des produits finis et, partant, l'effet sur les bénéfices et l'investissement. Et troisièmement, par l'effet sur le taux d'inflation, globale et sous-jacente.

L'intensité de ces effets varie d'un pays à l'autre :

Par exemple, l'effet lié au revenu réel est plus faible aux États-Unis, pays qui produit désormais plus de la moitié du pétrole qu'il consomme, que dans la zone euro ou au Japon. L'effet lié au revenu réel et aux bénéfices dépend aussi de l'intensité énergétique du pays. La Chine et l'Inde continuent de présenter à cet égard une plus grande intensité que les pays avancés, et de ce fait profitent davantage d'une baisse des cours. La part de la consommation de pétrole dans le PIB est en moyenne de 3,8 % aux États-Unis, contre 5,4 % pour la Chine et 7,5 % pour l'Inde et l'Indonésie<sup>7</sup>.

L'effet sur l'inflation sous-jacente dépend à la fois de l'impact direct de la diminution des prix du pétrole sur l'inflation globale et de la répercussion de ces prix sur les salaires et les autres prix. L'ampleur de cette répercussion dépend, à son tour, de la rigidité des salaires réels (la réaction des salaires nominaux à l'inflation de l'IPC) et de l'ancrage des anticipations inflationnistes.

En conjoncture normale, la politique monétaire réagirait à une baisse de l'inflation sous-jacente par une diminution plus que proportionnelle des taux d'intérêt nominaux, et donc par une baisse des taux d'intérêt réels. Il se trouve que la conjoncture n'est pas normale et que les principales économies avancées se heurtent à des taux d'intérêt nuls, abstraction faite de l'assouplissement quantitatif. Les États-Unis, qui s'apprêtent à abandonner ce plancher zéro, peuvent réagir à un repli de l'inflation en retardant ce retrait, mais la zone euro et le Japon, qui devraient maintenir durablement des taux nuls, ne peuvent pas décliner sensiblement leur politique monétaire classique.

Nos simulations tiennent compte, dans toute la mesure du possible, de ces différences d'intensité énergétique, de part de production pétrolière intérieure et de contrainte de politique monétaire. Nous supposons que les anticipations inflationnistes sont ancrées de manière comparable aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon, d'où une transmission d'environ 0,2, à savoir une baisse de l'inflation sous-jacente de 0,2 point de pourcentage lorsque l'inflation globale diminue d'un point de pourcentage.

Les répercussions sur le PIB sont indiquées au graphique 8 pour la première des deux simulations décrites plus haut.

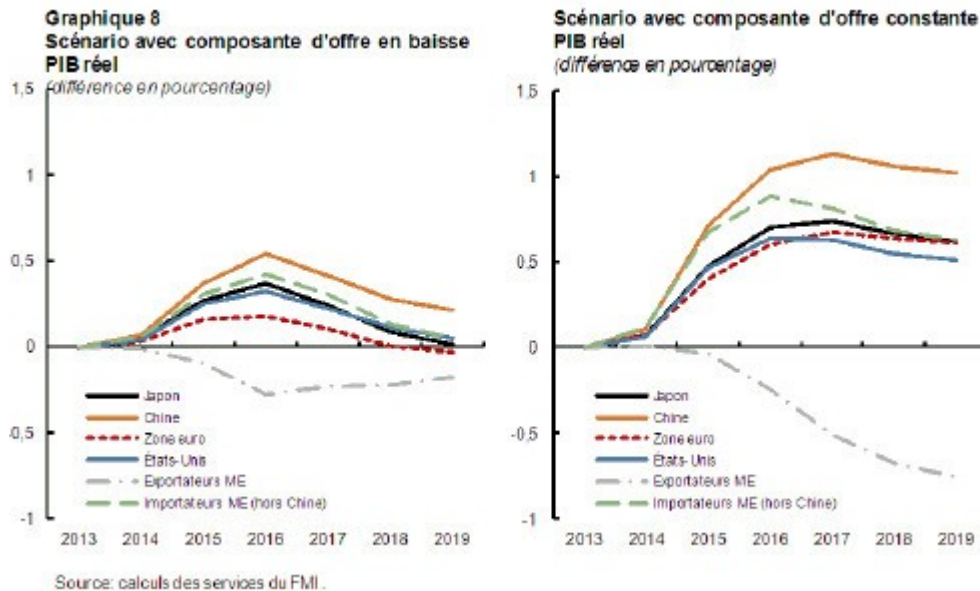
Dans les deux scénarios, l'effet sur la Chine est plus important que sur le Japon, les États-Unis et la zone euro. Dans le cas de la Chine, le PIB dépasse de 0,4-0,7 % le scénario de référence en 2015, et de 0,5-0,9 % en 2016.

S'agissant des États-Unis, le PIB augmente de 0,2-0,5 % en 2015, et de 0,3-0,6 % en 2016 (les hypothèses de simulation ne tiennent pas compte de l'effet compensatoire potentiel de certaines politiques pouvant être engagées suite à la chute des cours du pétrole; par exemple, la Chine pourrait décider de durcir sa politique monétaire ou sa politique budgétaire).

D'autres effets pertinents n'entrent pas en ligne de compte dans nos simulations. On citera notamment :

La dépréciation du yen et de l'euro depuis juin (de 14 et 8 %, respectivement, essentiellement pour des raisons étrangères au repli des cours du brut) suppose que la baisse des prix du pétrole dans ces monnaies a été plus faible que celle des prix en dollars, concrètement 36 et 40 %, respectivement. Ces dépréciations ont pour effet d'amortir quelque peu l'impact de la chute des cours pour le Japon et la zone euro par rapport à nos simulations.

Dans les pays à forte fiscalité spécifique — par opposition à proportionnelle — sur les produits énergétiques (c'est-à-dire prélevant un montant fixe par volume), un pourcentage donné de réduction du prix mondial du brut se traduit par un pourcentage de réduction plus faible du prix payé par les entreprises et les consommateurs. Les pays peuvent par ailleurs saisir l'occasion d'un repli des cours pour réduire les subventions — initiative recommandée de manière générale par le FMI —, ce qui se traduirait également par une moindre diminution des prix pour les entreprises et les consommateurs.



Certains pays importateurs sont fortement tributaires de la situation des pays exportateurs et donc pourraient profiter moins de la baisse des cours du brut. Par exemple, les pays importateurs à faible revenu des Caraïbes qui bénéficient des transferts du dispositif Petrocaribe institué par le Venezuela pourraient subir une forte diminution de ces transferts en raison de l'impact des cours sur le Venezuela. Les pays importateurs du Caucase et d'Asie centrale vont vraisemblablement subir les retombées du ralentissement de la croissance des pays voisins exportateurs de pétrole (notamment la Russie), qui aura pour effet de réduire les exportations non pétrolières et les envois de fonds. Les pays du Machreq et le Pakistan pourraient aussi être touchés par une baisse des exportations non pétrolières, des transferts officiels et des envois de fonds des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment à moyen terme.

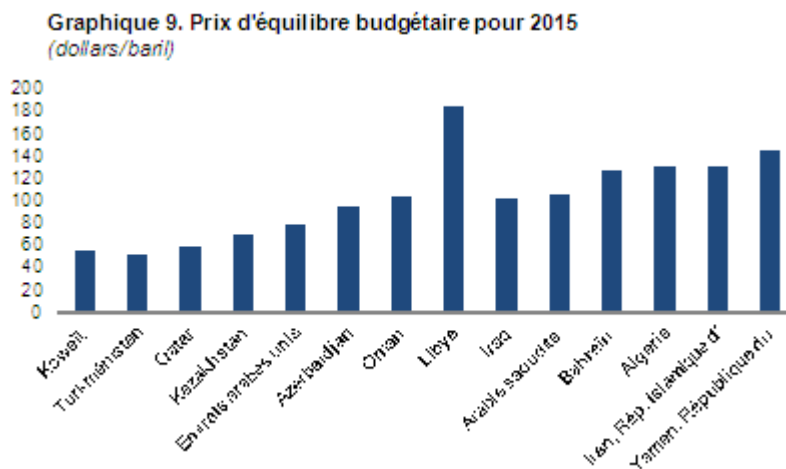
### **5- Quels seront les effets probables sur les exportateurs de pétrole?**

Comme le montre le graphique 8, l'effet n'est pas négatif pour tous les exportateurs de pétrole, ce qui n'a rien d'étonnant. Cependant, là aussi, il y a de grandes différences entre pays.

Partout se produit une baisse du revenu réel et des bénéfices de la production pétrolière; ce sont là les effets symétriques de la situation dans les pays importateurs. Mais l'ampleur de ce recul et l'effet de la baisse des cours sur le PIB dépendent pour beaucoup du degré de dépendance à l'égard des exportations de brut et de la part des recettes qui revient à l'État.

Les exportations de pétrole sont plus concentrées que les importations. Pour le dire autrement, les exportateurs de pétrole dépendent beaucoup plus du pétrole que les importateurs.

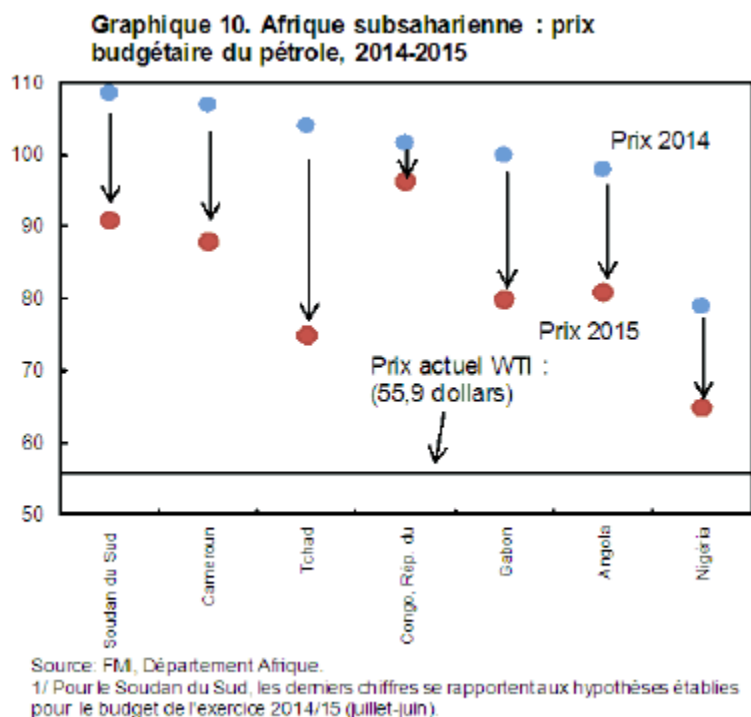
Prenons quelques exemples. L'énergie représente 25 % du PIB de la Russie, 70 % de ses exportations et 50 % de ses recettes fédérales. Au Moyen-Orient, pour les pays du CCG, les recettes pétrolières fédérales représentent 22,5 % du PIB et 63,6 % des exportations. En Afrique, les exportations de pétrole représentent 40-50 % du PIB au Gabon, en Angola et en République du Congo et 80 % du PIB en Guinée équatoriale. Le pétrole rapporte 75 % des recettes publiques en Angola, en République du Congo et en Guinée équatoriale. En Amérique latine, le pétrole correspond à environ 30 % et 46,6 % des recettes publiques de l'Équateur et du Venezuela, respectivement, et à environ 55 % et 94 % de leurs exportations<sup>8</sup>. Cela situe l'ampleur des difficultés auxquelles devront faire face ces pays.



Dans la plupart des cas, la baisse des cours du pétrole pourrait vraisemblablement avoir pour effet mécanique de provoquer un déficit budgétaire. Pour illustrer les vulnérabilités des pays exportateurs de pétrole nous pouvons par exemple calculer ce qu'il est convenu d'appeler les *prix d'équilibre budgétaire* — c'est-à-dire, le prix du baril qui permet aux pays exportateurs d'équilibrer leur budget. Les prix d'équilibre varient considérablement d'un pays à l'autre, mais ils sont souvent très élevés<sup>9</sup>. Au Moyen-Orient et en Asie centrale, ils se situent entre 54 dollars le baril pour le Koweït et 184 dollars pour la Libye; à noter qu'il est de 106 dollars en Arabie saoudite (graphique 9). S'agissant des pays pour lesquels nous ne

disposons pas d'informations sur les prix d'équilibre, les prix budgétaires du pétrole (c'est-à-dire les prix que les pays retiennent comme hypothèse dans la préparation de leur budget) constituent un autre moyen d'évaluer la vulnérabilité à la chute des cours.

Dans le cas de l'Afrique, ces prix budgétaires ont été révisés à la baisse pour 2015 compte tenu de la chute des cours (graphique 10). S'agissant de l'Amérique latine, les prix budgétaires sont de 79,7 dollars pour l'Équateur et de 60 dollars pour le Venezuela.



Certains pays sont mieux équipés que lors d'épisodes précédents pour gérer l'ajustement. Quelques-uns ont mis en place des dispositifs de réserve, tels que règles budgétaires et fonds d'épargne, et se sont dotés de cadres monétaires plus crédibles, ce qui a contribué à dissocier les équilibres intérieurs des équilibres extérieurs, comme en Norvège.

Mais dans beaucoup de cas, l'ajustement signifiera un durcissement budgétaire, une réduction de la production et une dépréciation (plus difficile à assurer dans un régime de change fixe, en vigueur dans beaucoup de pays exportateurs). Lorsque les anticipations inflationnistes ne sont pas bien ancrées, la dépréciation peut attiser l'inflation.

## 6- Quelles sont les retombées financières?



Les baisses du prix du pétrole ont des conséquences financières, à la fois directement et par le biais de l'ajustement induit des taux de change.

La chute des cours affaiblit la situation financière des entreprises du secteur énergétique, notamment celles qui ont emprunté en dollars, et, partant, elle affaiblit la situation des banques et autres établissements qui ont d'importantes créances sur le secteur énergétique. La part d'entreprises du secteur ayant un ratio de couverture des intérêts (c'est-à-dire le ratio rapportant les mouvements de trésorerie aux charges d'intérêt) inférieur à 2 est de 31 % dans les pays émergents, ce qui signale que certaines de ces entreprises pourraient effectivement être menacées. Les écarts CEMBI, qui rendent compte des écarts liés aux valeurs d'entreprises des pays émergents à rendement élevé, ont augmenté de 100 points de base depuis juin.

Les tests de résistance réalisés dans le cadre de nos évaluations de la stabilité financière durant ces dernières années dans plusieurs pays exportateurs de pétrole ont révélé que seuls dans quelques-uns d'entre eux certains établissements échouaient à ces tests, ce qui semblait indiquer que les besoins de recapitalisation représentaient tout au plus quelques points de PIB.

Cependant, les résultats de ces tests de résistance ne fournissent sans doute qu'un éclairage limité car les marges de fonds propres ne sont plus les mêmes aujourd'hui et la rentabilité des banques a probablement, elle aussi, changé.

La Russie est un bon exemple d'évolution rapide de la situation sur ces deux aspects, compte tenu de l'effet des sanctions sur son secteur financier.

Globalement, l'impact de la baisse des cours sur les banques des pays exportateurs de pétrole dépendra essentiellement de sa durée et de son impact sur l'activité économique et, partant, sur les marges en vigueur.

Une diminution des prix du pétrole aboutit également en règle générale à une appréciation de la monnaie des pays importateurs, et notamment du dollar, ainsi qu'à une dépréciation de la monnaie des pays exportateurs. La chute des cours a contribué à une dépréciation brutale de la monnaie de plusieurs pays exportateurs, dont la Russie et le Nigéria. Cette chute n'est certes que l'un des facteurs qui explique la dégringolade du rouble, mais ce dernier a perdu 40 % de sa valeur cette année et 56 % depuis septembre. Si une dépréciation maîtrisée peut aider les pays exportateurs dans leur travail d'ajustement, elle peut également exacerber les problèmes financiers des entreprises et des États endettés en dollars. En outre, dans les pays où les anticipations ne sont pas

bien ancrées, une dépréciation incontrôlée peut très rapidement aboutir à une inflation très forte.

S'il venait à durer, le repli des cours du pétrole aurait donc un effet concentré et sensible sur les obligataires et les banques ayant des engagements importants en dollars et dans les secteurs énergétiques. Cela dit, les engagements du système bancaire mondial ne devraient vraisemblablement provoquer tout au plus qu'une augmentation modérée des provisionnements et ils devraient être partiellement compensés par une amélioration de la qualité du crédit dans les pays importateurs de pétrole et dans les secteurs liés au brut. Cependant, par le truchement du secteur financier, certains pays importateurs de pétrole pourraient être liés aux pays exportateurs et être ainsi tributaires de l'évolution de la situation économique et financière de ces derniers. Par exemple, les banques autrichiennes ont d'importants engagements en Russie, et certaines ont enregistré une forte baisse de la valeur de leurs actions ces derniers temps.

Ce constat relativement optimiste doit toutefois s'accompagner d'une mise en garde sans équivoque. La Grande crise financière nous a appris que les fortes variations de prix et de taux de change, et l'incertitude grandissante qui, de ce fait, pèse sur la situation de certaines entreprises et certains pays, peut provoquer une plus grande aversion pour le risque au plan mondial, ce qui peut avoir de lourdes conséquences pour le recalibrage des risques et les fluctuations de flux de capitaux. Cela est d'autant plus vrai lorsque par ailleurs se produisent des événements, comme ceux auxquels nous assistons aujourd'hui en Russie. On ne saurait écarter totalement ce risque extrême.

### **7- Quelle devrait être la riposte des importateurs et des exportateurs?**

À l'évidence, la riposte appropriée à une chute des cours du brut variera selon que le pays est importateur ou exportateur. Il y a toutefois une exception, qui concerne l'occasion qu'ont tous les pays de réformer les subventions et la fiscalité énergétiques. Depuis longtemps le FMI recommande aux gouvernements d'utiliser l'épargne qui découlerait de la suppression des subventions pour financer des transferts mieux ciblés<sup>10</sup>. Le faible niveau des prix offre une occasion exceptionnelle de supprimer les subventions à un moindre coût politique. Par exemple, récemment l'Inde a pu réduire les subventions au gazole sans provoquer de mécontentement social car les prix n'ont pas augmenté. En outre, plusieurs pays avancés pourraient accroître les

taxes énergétiques et utiliser la marge ainsi acquise pour réduire d'autres impôts, tels que ceux qui frappent le travail.

Passons maintenant aux pays importateurs. En conjoncture normale, pour un pays en bonne santé macroéconomique —c'est-à-dire sans écart de production, avec une inflation conforme aux objectifs et un compte courant en équilibre —, les conseils sont bien rodés, forts de l'expérience des fluctuations passées des cours du pétrole : la politique monétaire doit veiller à faire en sorte que, en présence d'une inflation globale plus faible, les anticipations restent bien ancrées et l'inflation sous-jacente stable. La question de savoir si cela suppose que l'on augmente ou diminue les taux d'intérêt n'est pas si simple. D'une part, une augmentation de la demande appelle un relèvement des taux d'intérêt; d'autre part, pour éviter que l'inflation sous-jacente ne baisse, il faudrait sans doute faire baisser les taux. En tout état de cause, quelle que soit l'évolution des taux d'intérêt, l'amélioration du solde des transactions courantes entraînera vraisemblablement une appréciation du taux de change. Outre qu'elle est naturelle, cette appréciation est souhaitable.

Cependant, la conjoncture n'est pas normale. La plupart des pays avancés accusent un écart de production considérable, leur inflation est en-deçà de la cible et la politique monétaire conventionnelle se heurte à la contrainte de taux proches de zéro. Autrement dit, à ce stade, toute augmentation de la demande est salutaire et une diminution de l'inflation, qui ne peut être compensée par une baisse des taux d'intérêt, est plus dangereuse. Dans ces conditions, il est essentiel de miser sur les orientations prospectives (*forward guidance*) pour ancrer les anticipations inflationnistes à moyen terme et éviter une déflation persistante.

On pourrait penser que dans le cas des pays exportateurs la riposte appropriée serait la même que pour les importateurs, à un signe près. Mais il existe deux grandes différences entre les deux types de pays : premièrement l'ampleur du choc auquel font face les pays exportateurs proportionnellement à leur économie est beaucoup plus forte. Deuxièmement, la contribution des recettes pétrolières aux recettes budgétaires est en règle générale beaucoup plus grande. Autrement dit, dans tous les pays, la diminution des recettes budgétaires et le risque de persistance d'un faible niveau de prix appellent une certaine compression des dépenses publiques.

Dans les pays qui ont accumulé un volume considérable de fonds lorsque les cours étaient élevés, un creusement des déficits budgétaires et une ponction durable de ces fonds sont appropriés. Cela vaut particulièrement pour les pays exportateurs ayant un taux de change fixe, et lorsque la dépréciation réelle nécessaire à l'ajustement peut prendre un certain temps.

Pour les pays qui ne disposent pas de cet espace budgétaire et dont la marge de déficit budgétaire est limitée, l'ajustement sera plus difficile. Ces pays nécessitent une dépréciation réelle plus importante. Ils doivent en outre avoir un solide dispositif monétaire pour éviter que la dépréciation n'aboutisse à une montée persistante de l'inflation et, partant, à une dépréciation accrue. Ce sera là un défi que certains pays exportateurs devront relever.

## Prendre en compte les faits, pas les scénarios irréels...

Pierre Leconte Forum Monétaire de Genève Publié par medisma sur 10 Janvier 2015

**Prendre en compte les faits, pas les scénarios irréels... THE BUBBLE COLLAPSE affectant les actions, dont la date est certes imprévisible, est tôt ou tard inévitable !**



La plupart des investisseurs se trompent sur la réalité de l'économie US qui, du fait de la double chute de la vitesse de circulation de la monnaie et du multiplicateur de crédit dont peu de gens parlent, comme de l'aplatissement de la courbe des taux d'intérêt (prélude à l'éventuel renversement de ladite courbe, historiquement annonciateur de dépression), n'est pas en croissance mais en stagnation/récession/déflation (selon les paramètres considérés). C'est aussi l'avis de plusieurs économistes importants dont Alan

Greenspan lui-même, l'ancien président de la Federal Reserve.

Cette situation étant due aux excès passés d'endettement de l'État fédéral et des agents économiques US vivant massivement à crédit comme à la désindustrialisation de l'économie US devenue un immense mécanisme de spéculation basé sur de l'argent bon marché mais mal investi parce trop abondant, donc périodiquement frappée par l'éclatement ruineux de bulles financières de toutes sortes. Quant aux indications statistiques en petit nombre laissant penser à certains que la croissance US serait de retour, elles sont faussées par un appareil statistique dépassé (comme l'illustre le calcul du PIB -exagéré par les dépenses improductives de santé- ou du chômage réel -masquant la chute record de la « labor force participation » et la chute des salaires-), impuissant à prendre en compte la réalité, et par la politique monétaire toujours ultra laxiste de la Federal Reserve (même après la fin du QE, parce que son bilan pourri hypertrophié n'est toujours pas en voie de réduction) qui dresse un écran de fumée à cet égard.

Notre choix CONSERVATEUR de privilégier l'achat d'obligations d'État US devrait donc être le bon en 2015, comme il l'a été en 2014, parce que la Federal Reserve ne relèvera vraisemblablement pas ses taux courts et que les taux à moyen et long termes US (10, 20, 30 ans) devraient baisser vers leurs plus bas niveaux de 2012 et, peut être même, les casser. D'autant que, la chute de toutes les monnaies vis-à-vis du dollar US (sciemment organisée par les principales banques centrales) se poursuivant, les investisseurs du monde entier seront incités à placer leurs actifs en instruments exprimés en monnaie US. Le contexte international de chute des prix des matières premières (pétrole en particulier) et des métaux précieux (or en particulier) militant aussi pour la hausse des obligations d'État US (TLT, TMF).

L'économie européenne étant sinistrée par des années d'interventions centralisatrices désordonnées sacrifiant les intérêts nationaux de ses États-membres au profit de ceux de quelques groupes de pression multinationaux, par une hausse massive de l'endettement que les politiques d'austérité aggravent, comme par une intégration structurelle ayant échoué et une monnaie unique inadaptée, ne convenant plus à aucun de ses États-membres, au surplus frappés par le chômage de masse et une immigration incontrôlée, tout cela l'ayant entraînée dans la récession/déflation, ne sera pas sauvée par la mise en place d'un gigantesque QE de la part de Draghi qui permettrait à la

BCE de monétiser les dettes publiques en achetant directement ou indirectement des centaines de milliards d'euros d'obligations d'État européennes (dont les taux longs sont déjà très bas donc n'ayant plus grande marge de baisse, contrairement aux taux longs US encore assez loin de leurs plus bas).

D'une part, parce que le pseudo-remède (c'est-à-dire l'horreur keynésienne généralisée) serait impuissant à soigner le mal et, d'autre part, parce ce type de politique étant illégale au regard des statuts de ladite BCE et des traités européens, prohibant le financement des États par l'institut d'émission, l'Allemagne ne la laissera vraisemblablement pas se mettre en place. Étant donné que, si elle le faisait, ce serait à elle d'en payer la facture finale, ce qui ferait sauter bien avant le gouvernement d'Angela Merkel. S'il y avait un QE à la japonaise ou à l'américaine, décidé par la BCE dans la zone euro, il ne faudrait pas beaucoup de temps pour que l'Allemagne abandonne la monnaie unique (ou qu'elle pousse les États-membres en situations les plus critiques à en sortir) qu'elle ne supporterait pas de voir s'effondrer en valeur vis-à-vis du dollar US et consorts. Quant à la haute probabilité de défaut grec, elle devrait conduire la BCE à ne rien faire.

Les investisseurs croyant au redressement européen via un coup de baguette magique de « Super Mario » devraient donc être très déçus et la pression des opinions publiques pour mettre un terme à l'expérimentation malheureuse de la monnaie unique et même de l'UE se généraliser. Notre choix pour le moment, c'est de rester à l'écart tant des actions que des obligations d'État européennes et bien entendu de l'euro. D'autant que, même si la BCE se lançait dans le grand QE, on peut penser que ce seraient les actifs US (obligations, actions, etc.) qui finalement en seraient les plus grands bénéficiaires, toute liquidité supplémentaire aux mains des Européens étant immédiatement convertie en dollar US dont l'attrait est actuellement irrésistible bien qu'il soit à court terme techniquement sur-acheté. Enfin, la tension géopolitique créée par les USA à propos de l'Ukraine, pour détruire Poutine et la Russie, devrait à un moment ou à un autre frapper de plein fouet les Européens ayant commis l'erreur historique de ne pas s'entendre avec Moscou, alors que c'est le partenariat euro-russe et non pas euro-américain qui eut été vraiment profitable pour l'UE. Sans parler des attentats islamistes en Europe (France d'abord) dont on peut hélas prévoir la multiplication, ce qui n'est pas favorable à sa stabilisation.



Draghi va t'il encore finasser? Et le QE de la BCE finir par n'être qu'une annonce sans suite? Ce que les marchés financiers prendraient très mal... mais qui éviterait la destruction rapide de l'euro qui s'annonce.

« Le problème grec pourrait compliquer l'annonce (de la BCE) sur le QE », note Nick Kounis, économiste chez ABN Amro.

« Nous nous attendons à ce que la BCE annonce qu'elle va s'engager dans un programme de rachat d'actifs à grande échelle, lors de sa réunion du 22 janvier. Toutefois, elle pourrait attendre jusqu'au mois de mars pour entrer dans les détails afin de se donner une chance de voir comment la situation évolue en Grèce. »

Nous avons donc repris nos achats de TMF dès le 2 janvier 2015 vers 88 (en avons acheté plus depuis) et nous nous sommes ensuite dés-arbitrés sur les indices d'actions US (les positions longues ayant été liquidées et celles shorts plutôt limitées étant pour le moment conservées dans l'idée de les sortir lorsque cela nous paraîtra opportun), nous restons évidemment investis en quasi totalité en dollars US (même s'il pourrait à court terme corriger à la baisse), avec suffisamment de cash disponible pour saisir de nouvelles opportunités qui se manifesteraient, sans aucune autre position sur aucun autre marché (surtout pas en or qui en 2015 devrait aller beaucoup plus bas, en direction des 700/800 USD l'once -offrant alors une occasion de l'acheter-, les investisseurs étant fatigués de se faire piéger dans les manipulations du métal jaune que les pouvoirs publics occidentaux et les bullion banks organisent depuis 2011, d'autant que le contexte général actuel déflationniste et de hausse du dollar US est le pire possible pour l'or et autres métaux précieux).

A noter que notre instrument privilégié d'investissement sur la plupart des marchés, à savoir les ETF, combinant économie de frais, volume, flexibilité et possibilité de réactivité rapide, ont le vent en poupe...

En un mot comme en cent : THE BUBBLE COLLAPSE affectant les actions, dont la date est certes imprévisible, est tôt ou tard inévitable (la chute des prix du pétrole ayant des effets désastreux sur beaucoup de sociétés US qui n'ont pas encore été pris en compte).

A savoir aussi :

- Les actions US continuent de baisser par rapport aux obligations d'État US
- L'or continue de baisser par rapport aux obligations d'État US
- Les taux d'intérêt US à 10 ans sont orientés à la baisse (objectif 1,38% contre 1,9710% ce jour)
- Le Dollar US Index (même sur-acheté) reste orienté à la hausse, donc la plupart des autres monnaies restent orientées à la baisse

(FMG)

## [Les jeux sont terminés entre l'Occident et l'Orient](#)

**SHTF**

[Mac Slavo](#)  
[ShtfPlan](#)

Publié le 11 janvier 2015

La situation s'échauffe en Russie, après les [récents propos tenus par Vladimir Poutine](#) selon lesquels les jeux seraient terminés entre l'Occident et l'Orient. Et bien que les choses aient toujours été quelque peu tendues entre les Etats-Unis et l'ancienne Union Soviétique, cette fois-ci, Poutine semble vraiment penser ce qu'il dit.

Ce que les médias américains ne nous disent pas, c'est que l'économie russe et sa devise sont en pleine phase d'[effondrement](#), un évènement directement lié aux sanctions imposées par l'Occident suite à l'annexe de la Crimée par la Russie un peu plus tôt cette année. Le système bancaire occidental s'en est d'abord pris aux réserves financières privées des hommes d'affaires et hommes politiques russes. Selon certaines rumeurs, les Etats-Unis auraient tenté de s'en prendre [à la fortune privée de Poutine placée à l'étranger](#), qui s'élève à quelques 40 milliards de dollars. Et puis l'Europe et les Etats-Unis ont mis en place des sanctions commerciales contre la Russie, ce qui a grandement handicapé son système commercial très dépendant des échanges internationaux.

Si l'Histoire peut nous apprendre quelque chose, c'est que le désastre économique russe pourrait être le catalyseur au sein du pays d'un mouvement national de diabolisation des nations occidentales en général, et des Etats-Unis en particulier.

Mais avant de faire porter le blâme à Poutine et à son désir évident de

restauration de la Russie en tant que superpuissance mondiale, il est important de noter que ses récentes actions ne sont pas strictement liées aux événements qui se déroulent actuellement en Ukraine.

**Vidéo: *The Roadmap to World War 3***

***Produite par [Crush The Street](#)***

Un siècle après la « Der des Der », le monde est aux portes d'une nouvelle confrontation.

Mais aujourd'hui, comme l'a noté cette semaine le journal russe [Pravda](#), il existe plusieurs milliers de systèmes d'armements qui n'attendent que d'être lâchés sur un public qui ne se doute de rien.



## [Pourquoi les actions valent-elles si cher ?](#)

12 jan 2015 | [Bill Bonner](#) [La Chronique Agora](#)

▪ Les gens en viennent à penser ce qu'ils doivent penser quand ils doivent le penser. Mais que pensent-ils en ce moment ? Pourquoi pensent-ils que les actions valent si cher ?

Apparemment, ils sont d'avis que Janet Yellen, Mario Draghi et Haruhiko Kuroda — c'est à dire les pouvoirs en place — feront grimper les cours. La Fed a cessé les injections actives mais elle a toujours la seringue sous la main, au cas où. La Banque centrale européenne prépare les injections... dès qu'elle aura réussi à se débarrasser des Allemands. Et les Japonais — les leaders mondiaux en matière de politiques financières modernes — injectent des deux mains.

Depuis 2009, la Fed à elle seule a mis plus de 3 500 milliards de dollars au travail pour les investisseurs. Cela — accompagné de l'aide de la BCE et de la Banque du Japon... et de toutes les autres — a fait grimper les marchés d'actifs de 18 000 milliards de dollars. Les chefs d'entreprise — de retour

dans leurs confortables fauteuils après les fêtes — empruntent plus d'argent pour acheter leurs propres actions. Eux, plus que quiconque, ont compris comment truquer le système de la Fed.

*Les PDG du S&P ont touché en moyenne une rémunération de 11,7 millions de dollars en 2013*

Ils profitent du crédit à taux zéro de la Fed. Ils mettent les remboursements sur le dos des investisseurs. Et ils s'accordent des bonus. C'est ainsi que l'une des merveilles du monde financier moderne se déroule devant nos yeux ébahis :

emprunter à quelqu'un qui n'a pas d'argent... faire porter le crédit à quelqu'un d'autre... et empocher une bonne partie de l'argent. Les PDG du S&P ont touché en moyenne une rémunération de 11,7 millions de dollars en 2013. L'année dernière a dû être encore meilleure, bien que nous n'ayons pas encore les chiffres.

### **En attendant...**

... Le dollar grimpe et les investisseurs étrangers placent leur argent dans les actions et les obligations américaines, à la recherche de la sécurité et du rendement dans un marché où la première est illusoire et le second est frauduleux.

Bonne chance à eux !

Tôt ou tard M. le Marché aura gain de cause. C'est toujours le cas.

Voilà qui nécessite peut-être une explication. Si les banques centrales sont toutes engagées à injecter plus d'argent dans le système (les oiseaux doivent voler, les poissons doivent nager, la Fed doit injecter)... pourquoi les actions devraient-elles baisser un jour ?

Bonne question. Sous le marché factice créé par l'intervention artificielle se trouve un vrai marché. De vrais acheteurs et de vrais vendeurs. A un moment ou à un autre, l'offre dépasse la demande. Les gens les plus intelligents dans la pièce commencent alors à s'inquiéter. Ils se dirigent vers la porte... discrètement. Ensuite, les gens un peu moins intelligents s'aperçoivent que les génies ont quitté les lieux... et eux aussi se rapprochent de la sortie. Les vendeurs à découvert augmentent leurs positions. Les prix baissent. Et bientôt, le marché est en chute libre.

C'est toujours ainsi que ça se passe. Les bulles éclatent toujours. C'est arrivé aux dot.com, à l'immobilier, aux *subprime*, au pétrole, à la dette pétrolière :

"Les perspectives s'assombrissent pour la dette à haut rendement américaine", déclare le *Financial Times*.

*Personne n'échappe au cimetière. Et les marchés suivent les cycles boom-krach*

Nous n'avons pas d'informations spécifiques sur ce processus. Mais nous avons toute confiance en lui. Rien ne dure éternellement — ça, nous en sommes certain. Nous avons également foi dans certains schémas fiables de l'existence humaine. Personne n'échappe au cimetière. Et les marchés suivent les cycles boom-krach. Cela a toujours été le cas — ce le sera toujours.

Nous sommes actuellement dans ce qui semble être un cycle de boom sur les marchés. Il pourrait durer beaucoup plus longtemps... et aller beaucoup plus loin. Souvent, avant de s'effondrer, un boom de cette ampleur nécessite un bouquet final à vous en brûler les rétines. Nous supposons — et ce n'est qu'une supposition — qu'il y aura d'abord une grosse frayeur... une petite tendance à la baisse... avant que le sommet final de la bulle des actions soit atteint.

Nous nous attendons à une chute effrayante... une réaction rapide des banques centrales... et ensuite, la grande course au désastre entrera dans son dernier tour insensé.

Restez à l'écoute.

## [Fin de l'Empire](#)

Patrick Reymond , 10 janvier 2015, <http://lachute.over-blog.com/>

Quand un empire commence à se rapetisser, il abandonne des positions trop avancées. Un pays, ou des bases, pour raisons budgétaires.

Pour le moment, aucun pays n'est abandonné, mais il est clair que les élections grecques se présentent très mal pour les forces impériales de l'UE (ce sont les mêmes que l'OTAN), et que l'on envisage la perte d'un ou plusieurs pays.

Quand on abandonne des pays, on a tendance à les détruire, les brûler jusqu'au sol. Pour éviter que cela donne des idées aux autres pays et contrées encore sous contrôle.

Th.Meyssan dit que les attentats de Paris puent le coup de glaive. L'OTAN

est grand utilisateur de mercenaires, aussi terroristes, avec ses armées "secrètes".

Le problème avec les mercenaires, c'est qu'ils obéissent à qui les paient. Même si cela implique d'en sacrifier quelques uns. Cela ne prête pas à conséquence, ils ne coûtent pas cher, et sont carrément, pour certains, des caricatures. Des dignes représentants du lumpen prolétariat, comme 3 personnes qui défraient la chronique aujourd'hui. On sait très bien que "mater un roi, ne nécessite qu'un pion" (le mot remonte à quelques semaines avant la mort de Henri IV). Et le pion peut être puant, petit, etc. Aucune importance.

On peut aussi penser que des gouvernements (ou du moins, certains de ses membres, sans que, forcément tous soient au courant) aux abois économiquement parlant, peuvent penser à la guerre, pour sauver ou tenter de sauver la situation.

On peut penser aussi que l'alternance de 2017 est déjà actée, et que l'on espère pourrir la situation des suivants...

On peut penser aussi que l'effritement de la position européenne vis-à-vis de la Russie peut entraîner un remontage de bretelles.

On peut penser comme Th. Meyssan au siphonnage des capitaux, opportunément déclenchée par une situation européenne catastrophique.

Quand à parler d'attentat contre la liberté de la presse, dans un pays où elle n'existe plus, où les quotidiens, TV et journaux sont tellement convenus et politiquement corrects qu'ils en puent. En deshérence, confidentiels, en train de mourir...

Quand la vraie liberté disparaît, comme avec le renvoi de Zemmour, tout le monde médiatique trouve cela normal.

Pour ce qui est des caricatures, elles ne relèvent pas de la liberté de la presse, mais de l'incident arrangé pour mouiller les vassaux. Ceux-ci seraient ils trop réticents ???

[Nasrallah](#) dits que les attentats font plus de mal à l'islam que les caricatures. C'est vrai. Mais cela n'est pas étonnant. Le Hezbollah est chiite. Les terroristes sunnites. Il faudrait peut être informer les pisseurs de copies de ce "petit" détail, et que ceux-ci sont en guerre, au Liban, en Syrie, en Irak, au Yemen, voire en Arabie saoudite...

Bref, des gens sont morts, mais pour certains, on n'en est pas à ça près.  
Quand à "l'union sacrée" décrétée, elle est déjà défunte. Le FN n'y est pas  
convié.

Le FN, Charlot quotidien, aimait taper dessus, voir demander son  
interdiction, grande marque de démocratie palpitante. Comme toute la presse  
officielle, d'ailleurs.

Un de ses membres, d'ailleurs, d'ailleurs, disait craindre plus l'accident de la  
route que les extrémistes. C'est raté.

Comme c'est raté l'amour de la diversité et de "l'immigration la chance", et  
des français "de papier", mais pas de coeur. Ils ont été exterminé par eux, et  
pas par leurs "ennemis" (le FN), sensé, pourtant, être rempli d'ennemis de la  
démocratie, du libre-échange, de l'union européenne et de toute la  
bondieuserie des dogmes de l'empire...

## « Oui, c'est compliqué !! »

Charles Sannat 12 janvier 2015, <http://www.lecontrarien.com/>

**Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !**

Voici le mail reçu dimanche à quelques heures de la grande marche de la part  
de l'un de nos camarades lecteurs.

« Est-il courant pour des employés d'agences de presse à Paris d'avoir sous  
la main des gilets pare-balles.

Deux en ont sur ces images de France 24.

Il serait donc instructif de leur demander où et quand ils se les sont procurés,  
leur facture et la trace de leur paiement, ou le récépissé daté d'une autorité...

»

Et voici ma réponse. Oui, c'est très courant... L'agence de Presse

« Premières lignes », comme son nom l'indique, envoie des reporters sur les  
fronts chauds de la planète. Ils ont donc un paquetage avec casque et gilet de  
protection. Cela fait partie de la dotation standard. Ces équipements sont au  
bureau et les journalistes ne les ont pas chez eux. Résultat, quand vous êtes  
au bureau, que vous entendez tirer, vous ouvrez l'armoire et vous enfiler  
votre gilet. C'est assez simple en fait. C'est presque un réflexe et évidemment  
du bon sens.

## **Oui, c'est compliqué !**

Encore une fois, en disant ne voyons pas des complots partout, je ne dis pas qu'il n'y a pas de complot du tout. Je dis simplement que, pour le moment, il n'y a pas plus d'élément permettant d'affirmer qu'il y en aurait un que de penser qu'il n'y en a pas car tout ce qu'il se passe est très compliqué.

Oui, c'est compliqué de mener une réflexion véritablement indépendante parce que ce que l'on appelle les « biais de raisonnement » représentent un écueil majeur. Un biais de raisonnement consiste inconsciemment, en essayant de prouver quelque chose, à ne retenir que les éléments favorables à vos postulats de départ. En clair, pour en revenir à cette histoire, en mêlant quelques montages vidéo, quelques photos, je peux vous montrer une réalité toute autre. Il ne faut pas plus tomber dans le piège de ces biais de raisonnement que refuser la complexité bien réelle des relations internationales.

Oui, c'est compliqué. Compliqué parce que nous avons des liens avec certains pays et des liens proches qui, eux-mêmes, ont des liens avec les terroristes.

Oui, c'est compliqué parce qu'en soutenant les rebelles syriens contre le président Al-Assad, nous avons en réalité soutenu les terroristes, financé les terroristes, armé les terroristes et entraîné les terroristes qui aujourd'hui veulent semer la terreur en France.

Oui, c'est compliqué parce que l'émotion est forte et que quand l'émotion est forte, la raison vacille.

Oui, c'est compliqué parce que les fractures béantes et dramatiques de la société française apparaissent au grand jour alors que jusqu'à ces tueries, toute la bien-pensance a tout fait par les masques et jeté un voile pudique sur tous nos maux.

Oui, c'est compliqué parce que nos profs, même « gochos-bobo-cucul-gnangnan » découvrent horrifiés que leurs élèves soutiennent parfois de façon assez massive les actions de barbarie commises ou, a minima, les « comprennent » et refusent catégoriquement de les condamner.

Oui, c'est compliqué d'aller marcher « unis » alors que l'ensemble des chefs d'États de la planète ou presque seront là dans une forme de récupération du drame alors que beaucoup parmi les citoyens, et j'en fais partie, sont en



désaccord profond avec les actions politiques menées par ces dirigeants qui depuis des années sèment les graines de la discorde et que les peuples récoltent les violences.

Oui, tout cela est très compliqué, encore plus compliqué lorsque le président ukrainien vient défiler à Paris alors qu'en Ukraine, les morts se comptent par milliers.

Oui, c'est compliqué l'unité alors que tous nos politiciens tentent de se positionner pour « plus tard », pour bientôt alors que les corps de nos morts sont encore tièdes.

Oui, c'est compliqué, compliqué de parler de l'islam, des musulmans de France sans être un « facho » ou un « raciste » ou un « islamophobe » et pourtant bien des choses doivent être dites sans justement tomber dans la haine.

Oui, c'est compliqué la « liberté d'expression », ses limites, ou encore sa géométrie variable et beaucoup parmi vous ont en tête l'affaire Dieudonné ou encore certaines actions des Femmes dans les églises, et l'agacement chez certains est très profond, sans parler des rétorsions réelles, nombreuses et répétées, face aux manifestants pacifiques de la Manif pour tous. Pourtant, ce n'est pas parce que certains considèrent que parfois leur liberté à eux n'a pas été respectée qu'ils ne doivent pas défendre la liberté des autres. Je défends la Liberté avec un grand L, dans toutes ses formes, mêmes celles qui me choquent, me gênent ou parfois même me répugnent.

Oui, c'est compliqué lorsque je lis le dernier « tweet » de Valérie Pécresse expliquant doctement qu'un « patriot act » à la française est indispensable, ce qui revient à dire que finalement le danger évident auquel nous sommes aussi confrontés c'est la réduction de nos libertés par nos politiciens ou par les terroristes... Funeste choix n'est-ce pas ?

Oui, c'est compliqué d'aller marcher si c'est pour cautionner des lois liberticides qui n'empêcheront JAMAIS un terroriste de frapper où bon lui semble mais qui viendront éroder les droits fondamentaux des citoyens à penser.

Oui, mes chers amis, tout cela est très compliqué. Marcher contre le terrorisme c'est compliqué aussi. Comment penser une seule seconde que marcher permet de lutter contre le terrorisme ? On fait la guerre au terrorisme

et à nos ennemis tueurs de notre peuple. On ne marche pas contre eux... Ou alors les armes à la main... Et pourtant, marcher signifie affirmer notre détermination collective à les combattre et c'est cela que disent ces millions de Français dans nos rues. Nous vous combattons.

Oui, c'est compliqué et nous pouvons tous trouver ou adhérer à une ou plusieurs bonnes raisons pour ne pas marcher, pour ne pas se récupérer, pour ne pas s'associer aux drames qui ont frappé notre pays. Pourtant, pourtant, quoi que vous pensiez, quoi que vous croyiez, ce qui s'est passé cette semaine va façonner notre pays dans les prochaines semaines et les prochains mois. C'est une césure historique, un point de rupture.

### **Pourtant, j'irai marcher sans hésitation**

L'histoire nous enseigne que ce sont les minorités qui écrivent l'histoire. À chaque fois. La majorité silencieuse est avant tout silencieuse, laissant le libre champ aux minorités agissantes. C'est donc un avenir bien sombre qui nous attend collectivement.

Pourtant, je pense qu'il faut aller marcher et j'irai avec ma femme et mes enfants marcher. Marcher pour dire que je n'ai pas peur, marcher en pensant aux 17 personnes qui ne peuvent plus marcher.

Marcher parce que la Liberté vaut bien une marche même si les dessins de *Charlie Hebdo* m'ont agacé, ils ne m'ont jamais blessé, ils m'ont encore moins tué. Mon « Dieu » par son infinie sagesse et son amour est bien évidemment au-delà de cet humour temporel de simples mortels, fussent-ils des mécréants.

Marcher parce que l'on voit bien les tentations obscurantistes d'une partie pas si minoritaire que cela d'une frange de notre population.

Marcher parce que nos aînés nous ont légué en héritage une idée de la France ainsi que de la Liberté, et que beaucoup n'ont pas hésité à sacrifier leur vie pour permettre à leurs enfants de vivre dans un pays libre.

Marcher parce que l'on ne peut pas tuer nos concitoyens policiers en les abattant comme des chiens et ils n'étaient pas *Charlie Hebdo*.

Marcher parce que l'on ne peut pas abattre d'une rafale dans le dos une « fliquette » municipale qui n'était pas *Charlie Hebdo*.

Marcher parce que l'on ne peut pas tuer du juif (français) uniquement parce qu'il est juif, sinon cela reviendrait à dire que l'on peut tuer du chrétien parce que chrétien ou du musulman parce que musulman.

Marcher en homme et en femme libres, libres de penser ce que nous voulons, libres d'être Charlie ou Amhed,

Marcher parce que, pour le moment, nous ne pouvons faire que cela.

Marcher parce que dans notre hymne national, nous marchons, marchons pour notre Liberté.

Charles SANNAT

### **Allemagne : la fragilité de la reprise économique se confirme**

D'après une dépêche de l'agence Reuters, « les exportations et la production industrielle ont reculé en novembre en Allemagne, montrent deux indicateurs publiés vendredi qui suggèrent que la première économie d'Europe a fini l'année 2014 sur une note poussive.

Les exportations ont baissé en novembre pour le deuxième mois consécutif avec un repli de 2,1 % en données corrigées des variations saisonnières, indiquent les données publiées par l'Office fédéral des statistiques.

Les économistes interrogés par Reuters s'attendaient à un recul moins marqué, de 0,2 %.

Les importations ont parallèlement augmenté de 1,5 %, réduisant l'excédent commercial à 17,7 milliards d'euros... »

En Allemagne, la production industrielle est en baisse et l'on parle déjà de presque 8 milliards d'euros en moins de commandes en provenance de Russie, notamment en ce qui concerne le secteur de la machine outil.

Finalement, progressivement, les sanctions économiques contre la Russie se retournent contre les Européens, sans oublier la crise dans un certain nombre de pays du sud. Tout cela ne va que pouvoir peser sur la croissance allemande qui risque, au mieux, d'être très poussive en 2015.

Charles SANNAT [Source ici](#)

## La Chine rejette les spéculations concernant un plan de relance économique

Les marchés attendent de l'argent gratuit. Il leur faut de l'argent gratuit, encore et encore. Que cet argent gratuit soit chinois, japonais, européen ou encore américain, peu importe puisque l'on peut emprunter dans un pays et placer dans un autre, mais ce qu'il faut c'est beaucoup d'argent gratuit.

Pour le moment, ce ne sera pas de l'argent gratuit chinois... On attend toujours le QE européen.

Charles SANNAT

## Pourquoi les banques canadiennes souffrent du krach pétrolier



Voilà ce que nous apprend cet article de presse en provenance du Canada à propos des banques canadiennes qui connaissent un épisode baissier marqué depuis le début de l'exercice 2015.

À noter tout de même que ce qui se passe au Canada devrait aussi se passer pour les banques américaines également particulièrement exposées à l'industrie des gaz de schiste US, et pourtant on ne peut pas dire que ce type d'information soit actuellement en train de saturer nos journaux économiques.

*Charles SANNAT* **Source : La Presse.ca**

« Le krach des prix du pétrole pourrait avoir des conséquences néfastes pour les banques canadiennes. Déjà, les faibles coûts d'emprunt dont elles bénéficiaient par rapport à leurs rivales internationales ont disparu, selon des

données compilées par Bank of America Merrill Lynch. Et le recul du prix du baril, malgré ses effets positifs sur d'autres secteurs de l'économie, menace aussi de nuire à leur rentabilité.

### **1. Perte de valeur boursière depuis trois mois**

Banque Royale (RBC) -1,7 %

Banque Scotia -6,7 %

Banque CIBC -4,2 %

Banque Nationale (BN) -6,7 %

B. de Montréal (BMO) -2,2 %

B. Tor.-Dominion (TD) -1,1 %

On attribue aux marchés boursiers une qualité d'indicateur avancé de la conjoncture économique susceptible d'influer sur les prochains résultats des entreprises.

Or, depuis trois mois, après quelques années avantageuses, les investisseurs boursiers ont clairement exprimé leurs appréhensions quant à la détérioration des prochains résultats bancaires au Canada.

La conséquence ? Les banques ont entrepris l'exercice 2015 (commencé en novembre 2014) avec l'un des pires épisodes baissiers en Bourse depuis la crise financière de 2008-2009.

### **2. Réduction du bénéfice annuel par action annuel**

RBC -8,2 %

Scotia -7,4 %

CIBC -7,4 %

BN -6,1 %

BMO -6 %

TD -3,4 %

Pour les investisseurs boursiers, la valeur attribuée aux actions des entreprises, notamment les banques et la hausse régulière de leurs dividendes, repose beaucoup sur les attentes de prochains bénéfices.

Or, de l'avis d'analystes spécialisés, le krach des revenus pétroliers qui

frappe fort dans l'Ouest canadien touchera à coup sûr les plus importantes sources de revenus et de profits des banques canadiennes : les contrats de financement d'entreprises (prêts, émissions d'actions en Bourse, fusions et acquisitions, etc.) ainsi que le financement dans l'immobilier commercial et résidentiel, deux marchés chauffés à bloc dans l'Ouest avec le récent boom pétrolier.

### **3. Prêts à l'industrie pétrolière et gazière**

RBC 9,6 milliards

Scotia 12,8 milliards

CIBC 5,2 milliards

BN 3,0 milliards

BMO 5,9 milliards

TD 3,6 milliards

Le marché du financement des entreprises au Canada est vivement disputé entre les banques canadiennes et étrangères – américaines surtout –, parce qu'il recèle un alléchant potentiel de croissance des revenus et de profits, surtout dans une conjoncture économique favorable.

Durant le boom de l'industrie pétrolière en Alberta, les banques canadiennes n'ont pu résister à l'attrait d'accroître leurs activités auprès d'entreprises qui gèrent des actifs multimillionnaires, voire milliardaires.

Leurs prêts à l'industrie pétrolière totalisent plus de 40 milliards, selon les chiffres divulgués par les banques dans leurs récents résultats de fin d'exercice 2014.

### **4. Part des prêts totaux dans l'industrie pétrolière et gazière**

RBC 2,1 %

Scotia 2,9 %

CIBC 1,9 %

BN 2,8 %

BMO 1,9 %

TD 0,7 %

Après des années d'expansion sans précédent, l'industrie pétrolière de

l'Ouest canadien pèse de plus en plus lourd dans les activités de financement des banques canadiennes. Cette part varie maintenant de 2 % à 3 % parmi les principales banques, à l'exception de la TD (0,7 %) qui a donné priorité à sa croissance dans l'est des États-Unis.

Même la principale banque québécoise, la Nationale, a profité du boom pétrolier en Alberta pour bonifier les activités en financement d'entreprise qu'elle y mène depuis qu'elle a fait l'acquisition de la Banque Mercantile, à Calgary, en 1985.

Comptabilisés à 3 milliards, les prêts de la Banque Nationale à l'industrie pétrolière et gazière représentent presque 3 % de son portefeuille de prêts, toutes catégories confondues.

### **5. Part des prêts non assurés de l'actif hypothécaire dans l'Ouest canadien**

RBC 16 %

Scotia 13 %

CIBC 10,6 %

BN 2 %

BMO 11 %

TD 8 %

Avec le krach des revenus pétroliers, les investisseurs dans les actions des banques canadiennes se sont soudainement mis à s'inquiéter des risques de pertes compte tenu des dizaines de milliards de dollars prêtés à l'industrie pétrolière et gazière. »

Mais de l'avis d'analystes chevronnés, comme Peter Routledge, de la Financière Banque Nationale, c'est plutôt l'expansion considérable du crédit aux ménages dans l'Ouest canadien (hypothèques résidentielles, prêts à la consommation, etc.) qui représente le plus de risque de pertes pour les banques, selon la durée et l'ampleur du krach des revenus pétroliers.

En particulier, les milliards de dollars en prêts hypothécaires non assurés (par la SCHL) qui ont été consentis dans un marché immobilier régional surchauffé par le boom pétrolier.

*Sources: Marchés mondiaux CIBC, Financière Banque Nationale, Bloomberg*

# Et pendant que la planète regarde la marche pour la république, ils ne regardent pas la finance proche de l'apocalypse financière

11 janvier, 2015

Posté par [Benji](#) , Les Moutons enragés

Regardez votre écran, défilez si cela vous chante, pendant ce temps, la situation est incommensurablement explosive au niveau de la finance! Trois infos tombent aujourd'hui, deux au niveau de la France, la troisième est explosive et concerne l'ensemble de la zone euro! Déjà, avec la France qui durant ces dernières années a multiplié les taxes, déjà, rien que là, c'est du lourd: **Plus de 50 taxes depuis 2008:**

L'imagination du fisc est sans limite. La France a ainsi créé 44 taxes nouvelles entre 2010 et 2014, soit près de 9 par an en moyenne, selon l'Observatoire des politiques budgétaires et fiscales 2015 du cabinet EY. La palme revient à l'année 2012, avec 15 taxes créées, mais le rythme est resté très élevé en 2013 (12), avant de connaître une accalmie en 2014 (3). Dans ce domaine, la France est championne: aucun de ses voisins européens n'a lancé plus de 3 taxes sur la période.

Et ce n'est pas fini, puisque 7 taxes vont voir le jour cette année, comme la taxe annuelle sur les parkings en Ile-de-France. Soit un total de 51 nouveaux prélèvements en six ans! **L'article en intégralité sur [Le Figaro](#)**



Une partie de cet argent a sûrement été utilisé pour sauver les banques, dont [la Dexia très impliquée dans les emprunts toxiques](#) qui sont en train



**de ruiner le pays, mais pas que, il a également dû être utilisé sans nul doute pour payer les rançons des otages d'Al Qaïda, et le compte est assez important: 58 millions de dollars depuis 2008!**

**Selon une enquête du New York Times du 29 juillet 2014, Al Quäida a reçu depuis 2008, plus de 125 millions de dollars !!!  
Quoi ? Comment ? Et oui, 125 millions de dollars récoltés uniquement grâce aux rançons payés par les occidentaux pour obtenir la libération de leurs otages. (1)**

Toujours selon cette enquête, la France est le principal pourvoyeur de fonds de l'organisation terroriste. Elle aurait versé à elle seule 58 millions de dollars. Ces sommes, toujours selon le New York Times seraient versées directement par l'état ou alors par des intermédiaires comme Areva ou les pays amis du golf, au premier rang desquels le Qatar.

Dans cet article, Vicki Huddleston, ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Mali dénonce : « L

es Européens ont beaucoup de comptes à rendre. Ils mènent une politique hypocrite. Ils paient des rançons et ensuite nient les avoir payées. Le danger n'est pas seulement que ça fait grandir le mouvement terroriste, c'est aussi que ça rend tous nos citoyens vulnérables ». » Déclaration effroyablement prémonitoire.

Le 13 septembre 2014, très énervé par l'exécution de 3 otages anglo-saxons, Barack Obama lui-même confirme: « Le président français, François Hollande, dit que son pays ne paie pas de rançons aux terroristes, alors qu'en réalité, il le fait » (2)**Article complet trouvé sur [Fawkes-News](#)**

**Mais cela n'est rien en fait à côté de ce qui se prépare, la BCE « envisagerait » de racheter pour 500 milliards de dettes publiques, 500 milliards!!!**

La Banque centrale européenne ([BCE](#)) étudie plusieurs options pour son programme de rachat de dettes publiques, qui devrait être annoncé lors de la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs, le 22 janvier prochain. Cette annonce est très attendue par les marchés. Elle vise à relancer l'inflation et la croissance en [zone euro](#).

D'après l'agence Bloomberg, qui cite deux personnes ayant participé à une réunion de banquiers centraux mercredi à Francfort, la BCE envisage d'acheter sur son propre bilan pour 500 milliards d'euros de dettes d'État, avec une notation solide allant de AAA à BBB-. Ces notes incluent la majorité des pays de la zone euro, y compris l'Italie et l'Espagne, mais excluent la Grèce et Chypre, deux pays aux notes dégradées et toujours sous assistance financière de l'UE et du FMI. **Article complet sur [Le Figaro](#)**

## **L'EUROPE DANS L'ORNIÈRE, MATIÈRE À RÉFLEXION...**

*12 janvier 2015 par François Leclerc*

Prenant les devants, la BCE a jeudi dernier lancé un ultimatum avec effet à fin février : à cette date, les banques grecques ne pourront plus bénéficier de son assistance financière, si entre temps un accord à propos de la conclusion du programme d'assistance en cours et de son suivi n'a pas été trouvé avec les composantes de la Troïka : Union européenne, BCE et FMI. Les mots en sont pesés.

Cette initiative confirme qu'un nouveau gouvernement emmené par Syriza aurait bien eu quelques mois devant lui pour négocier – un moratoire était d'ailleurs réclamé pour le formaliser – mais que la BCE a décidé de couper court, craignant les effets d'une période prolongée d'incertitude et ne se refusant pas au passage de faire pression sur les électeurs grecs. Toutefois, son communiqué n'énonce pas le contenu de l'accord réclamé, l'ultimatum valant à ce stade pour les deux parties et laissant possible un compromis entre eux. Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, a toutefois depuis précisé que les titres détenus par la BCE étaient intouchables, sauf à violer le Traité qui a présidé à sa constitution, restreignant le champ de ses modalités.

Indirectement, cette décision de la BCE lève les doutes et confirme le prochain lancement d'un programme d'achat de dette souveraine. Ce programme pourrait être d'une ampleur limitée, l'agence Bloomberg faisant état de 500 milliards d'euros, mais pour le reste le flou demeure. La principale interrogation porte sur le partage éventuel du risque. Afin d'emporter l'agrément des autorités allemandes, les titres de dette de chaque

pays qui seraient achetés pourraient être inscrits aux bilans des banques centrales nationales correspondantes, afin de protéger la BCE d'éventuelles pertes, avec pour effet de déporter sur elles le risque. Si un tel dispositif était adopté, il représenterait dans les faits un premier pas vers le démantèlement de la zone euro, chaque pays restant responsable de sa propre dette, bien qu'elle soit libellée dans la monnaie commune.

Il est aussi question d'un programme d'achat réservé aux titres les mieux notés, ce qui exclurait du programme les titres des pays qui ne le sont pas et créerait le risque de déclencher la hausse de leur taux. En tout état de cause, ne rompant pas avec un usage bien établi, la BCE s'apprêterait à faire encore une fois les choses à moitié, dans le contexte de l'avis que va rendre le 14 janvier prochain la Cour européenne de Justice à propos de son ancien programme OMT, dont elle va devoir tenir compte.

Prenant le contre-pied, après avoir remarqué que « ces rendements obligataires extrêmement bas (à l'exception de la Grèce) sont une incitation à ce que les gouvernements empruntent et dépensent » (en desserrant les cordons de la bourse), l'éditorial du Financial Times de vendredi dernier pronostique que « il y a de bonnes raisons de penser qu'une opération [de la BCE] dans l'eurozone rencontrera plus de difficultés qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni » et que, dans ces conditions et par défaut, elle devrait « pousser au maximum les machines ». Mais cela ne pourra se faire que par étapes, une fois constaté le peu de résultats prévisibles de son action sur la déflation et la relance, et quand les conditions politiques seront réunies, c'est à dire quand il ne pourra plus être fait autrement !

Faisant contraste avec cette approche qui ne préjuge pas de l'avenir, les obstacles destinés à bloquer Syriza sont progressivement mis en place. Antonis Samaras, le premier ministre, joue en Grèce l'air de « c'est moi ou le chaos ! » et se prépare à annoncer des baisses d'impôts afin de peser sur les électeurs indécis, nombreux selon les sondages. Une deuxième ligne de défense est mise en place, en cas de victoire de Syriza : il pourrait être contraint de constituer une coalition avec la nouvelle formation To Potami, emmené par Stavros Theodorakis, une star de la télévision. Celle-ci ne prétend qu'à un allègement du poids de la dette sous la forme d'un nouvel échéancier et d'une baisse des taux et ne veut pas aller plus loin.

Le plan de Syriza fait au contraire dépendre le remboursement de la dette de

la croissance économique – justifiant que des moyens financiers soient dégagés pour la relance – et non plus d'un excédent primaire, et prévoie en complément un achat de dette par la BCE, sans préciser son sort ultérieur. L'allègement, qui pourrait apparaître comme un compromis possible, ne rend toujours pas la dette soutenable : ses taux étant déjà faibles, elle permettrait au mieux de gagner du temps, sans donner à Syriza les moyens financiers de réaliser les « quatre piliers » de son plan de reconstruction de la Grèce et de revenir sur les mesures d'austérité. La nature du compromis qui pourrait au mieux être trouvé n'est pas financière mais politique et il ne serait que provisoire !

Un autre calcul, tout aussi politique, pourrait faire obstacle à sa réalisation, afin d'inciter Syriza à jeter l'éponge faute de se déjuger, mais il est d'un maniement incertain en raison de sa résonance, revenant sur le résultat d'une consultation électorale. Selon celui-ci, de nouvelles élections permettraient à Antonis Samaras de revenir au pouvoir au nom du réalisme.

Les Portugais iront aux urnes fin septembre prochain et les Espagnols en décembre, ce qui doit également donner matière à réflexion... Comment contenir au mieux dans ces deux pays le rejet des partis au pouvoir, qui se confirme, en favorisant des coalitions des partis gouvernementaux, sans rien lâcher en contrepartie ? L'équation est posée mais n'est probablement pas encore résolue.

## **DES DÉFERLANTES DONT IL VA FALLOIR TENIR COMPTE**

**11 janvier 2015 par François Leclerc**

La déferlante humaine s'est poursuivie ce matin dans les villes de province depuis qu'elle s'est spontanément manifestée place de la République à Paris, et elle se présente comme allant être gigantesque demain dimanche. Un fait politique est créé qui n'emprunte pas les habits que l'on a voulu lui faire porter en la qualifiant de « marche » en faveur de « l'unité nationale ». Il s'agit de bien plus que de cela et il va falloir en tenir compte : les manifestations ont pris une claire tournure antiraciste et en faveur de la liberté.

A l'émotion et au haut-le-cœur si largement partagés s'ajoute le besoin impétueux de donner un coup d'arrêt à un fanatisme assassin enfanté dans

nos murs. Car nous en sommes là ! Le *terrorisme islamique* exprime une rupture portée à son paroxysme, mais celle-ci est dans les faits déjà consommée dans notre société qui a laissé s'instituer une profonde coupure sociale et culturelle, dont on ne se rend pas compte lorsque l'on est de l'autre côté de la barrière.

Cela ne laisse comme issue que de s'abandonner à des pulsions xénophobes et racistes nauséabondes, ou d'intervenir où il est possible d'agir, c'est à dire sur le terrain. De remédier à ce mal qu'auparavant on appelait des banlieues, et qui n'a depuis fait qu'empirer devant l'incurie des gouvernements successifs et la détérioration de la situation économique. La démonstration a été faite que l'on ne peut plus compter sur eux, et qu'il faut trouver les initiatives permettant d'aller à la rencontre des habitants relégués de ces zones déshéritées, afin de construire avec eux des ponts, car ce sont eux qui vont permettront d'éradiquer le fanatisme islamique. Pas plus que le rejet, la partition n'est une solution.

Ce besoin de donner un coup d'arrêt ne vise pas uniquement un fanatisme sanguinaire, il exprime également un trop plein résultant de l'accumulation des périls qui s'accumulent, devant lesquels le sentiment prédominant est qu'il n'y a rien à faire. La résignation a ses limites, et elles viennent d'être trouvées sur un terrain qui s'y prêtait plus particulièrement : tuer des caricaturistes, c'est abattre un rempart de la liberté. Il y a un côté révolte dans ce véritable soulèvement populaire et pacifique, comme si trop c'était trop !

C'est à ceux qui tiennent le discours de l'unité nationale – et non de l'union des citoyens – qu'il appartient d'en créer les conditions afin qu'elle devienne une réalité traduisant dans la vie de tous les jours la devise tant dévoyée de la République : Liberté, Égalité, Fraternité. Mais il est à craindre que nous n'ayons droit qu'à des mesures sécuritaires. Un signal aura cependant été donné, sur lequel les dirigeants européens venus à Paris et emportés par une marée humaine vont aussi pouvoir méditer : il ne faut pas aller trop loin.

## **Et si la BCE avait échoué ?**

Posté le 9 janvier 2015 par Bruno Colmant, <http://blogs.lecho.be/colmant/>

Et si nos autorités monétaires étaient empêtrées dans une situation inextricable, qui explique – et je pèse mes mots – la défiance que le monde financier commence à exprimer par rapport à l'euro et à la capacité de la zone

euro à susciter une croissance satisfaisante.

Car, ne soyons pas naïfs : une monnaie qui chute de près de 20 % en quelques mois sans qu'aucune action d'envergure n'ait été mise en œuvre par sa banque centrale, c'est opportun pour la capacité exportatrice mais c'est rare.

C'est surtout le signe d'un contexte récessionnaire et déflationniste.

Bien sûr, on argumentera que les marchés anticipent un assouplissement quantitatif qui permettra peut-être de réinsuffler un peu d'inflation à la zone euro.

Mais, au fond de nous, nous le savons : la BCE a échoué.

Beaucoup a été dit. Peu a été fait et trop tard.

Les responsables de la BCE ont martelé la nécessité d'assurer une crédibilité de leur institution.

Mais une crédibilité par rapport à quoi ? Au mandat ? A la gestion du contexte économique ? A leur capacité de prospective, qui s'est incidemment avérée déficiente ?

A nouveau, lorsqu'on parle d'un assouplissement quantitatif, on cite un chiffre de 500 milliards d'euros alors que pour revenir au niveau bilantaire qu'elle avait assuré atteindre, la BCE devrait le faire pour 1.000 milliard d'euros.

On imagine ses dirigeants, virevoltants de réunions en communiqués de presses et compromis. Ils ont dû prendre des décisions dans des contextes extrêmement compliqués.

Mais où sommes-nous ?

Où nous ont-ils amenés ?

La BCE devait jouer un rôle incitatif dans cette crise. Elle devait apporter la liquidité quand c'était nécessaire. Elle est aujourd'hui amenée, contre son gré, à faire ce qu'elle n'a jamais pensé devoir effectuer, à savoir un refinancement des Etats.

C'est donc la solvabilité des Etats et non la liquidité que la BCE apportera. Si les dirigeants européens avaient fait preuve de clairvoyance et d'intuition élémentaire, ils auraient compris qu'il fallait inflater et non désinflater nos économies et éviter de mettre en œuvre une rigueur budgétaire au pire moment.

Chaque jour qui passe me persuade donc que les autorités monétaires et politiques ont raté une chance unique.

Et peut-être que la triste leçon de l'histoire réside dans cet échec, dont j'ai souvent partagé l'intuition dans ce blog : l'Europe pouvait mettre en commun ce qui était nécessaire pour ancrer la paix, mais pas la symbolique ultime de la confiance régaliennne, à savoir la monnaie.

Car, jamais on n'a vu de monnaie qui ne corresponde à une souveraineté territoriale et à l'expression conjuguée de la dette et de l'impôt.

## [Une nouvelle guerre des monnaies approche](#)



[Mark O'Byrne](#)  
[Goldcore](#)

Publié le 12 janvier 2015

Les guerres des monnaies devraient de nouveau s'intensifier, suite à la décision radicale du Japon de poursuivre la dévaluation de sa devise au travers de l'intensification de son programme déjà significatif de quantitative easing. La froideur du premier ministre chinois, Xi Jinping, était palpable lors de sa rencontre avec le Japonais Shinzo Abe à l'occasion du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique à Pékin.



*h/t Brian, via Zero Hedge*

Les tensions sont généralement élevées entre les deux pays, mais elles l'ont été davantage ces quelques derniers mois.

Les amertumes liées à la guerre ne sont jamais enterrées très profondément sous la surface. Aux côtés de la Corée du Sud, ces deux pays sont les

puissances industrielles asiatiques qui se font concurrence pour un marché d'exportations de plus en plus étroit.

Nous ne savons pas encore comment la Chine y répondra. Les récents swaps établis avec le Canada et le Qatar représentent un risque accru pour le statut du dollar à l'échelle internationale.

Si le dollar venait à perdre son statut de devise de réserve internationale, alors sa capacité à générer d'importants déficits des mois durant se trouvera grandement compromise.

Le symbolisme de la photographie officielle du sommet de la Coopération économique d'Asie-Pacifique ne pourrait pas être plus clair. Et le symbolisme est quelque chose de très important aux yeux des chinois.

Sur cette photographie (voir ci-dessus), vous pourrez apercevoir Xi Jinping aux côtés des dirigeants du Brunei et des Philippines, Tout à droite, vous pouvez apercevoir Barack Obama. Le président Poutine est à droite de Xi Jinping.

La Chine met l'accent sur son influence en Asie de l'est et sur ses relations avec la Russie. Les Etats-Unis sont présentés comme n'ayant aucune importance et étant inefficaces, du moins pour ce qui concerne les affaires de l'Asie pacifique.

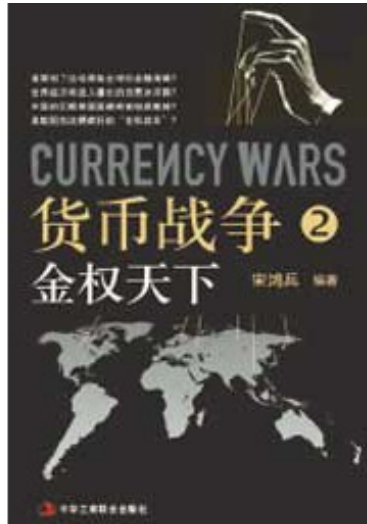
Les guerres des monnaies devraient encore s'intensifier. Saxobank a parlé d'une nouvelle guerre des monnaies « de grande échelle ». La BCE devrait se trouver forcée d'y participer, selon les dires de Nick Beecroft, président du conseil non-membre de la direction et consultant chez Saxo Capital.

L'économiste en chef et DPI de Saxobank, Sten Jakobsen, a annoncé hier qu'il y avait désormais un risque accru de voir s'installer une révolution conceptuelle concernant l'attitude de la Chine face à la force de sa devise. Nous sommes sur le point de voir s'installer une guerre des monnaies de grande envergure, notamment entre la Chine et le Japon, qui comptent parmi les plus gros pays exportateurs du monde.

Peu importe la décision que prendra la Chine quant à l'utilisation du yuan



comme réserve de devise et de ses réserves d'or, il semblerait que les Etats-Unis ne seront pas consultés. Il y a des chances que la Chine possède désormais assez d'or pour détrôner le dollar, dans l'éventualité d'une crise du dollar ou d'une crise monétaire internationale.



La volatilité devrait s'accroître sur les marchés. Si la dévaluation compétitive des devises accélérât, les devises fiduciaires risqueraient de perdre de la valeur face à l'or. Certaines pourraient, dans le pire des scénarios, s'en retourner à leur valeur intrinsèque – zéro.

L'or sera le dernier à être debout, puisqu'il ne peut être ni créé ni détruit par les gouvernements. Il demeure aujourd'hui la meilleure forme d'assurance financière.

## [Bientôt l'avènement de la gauche radicale...](#) [Podemos et Syriza en tête des sondages](#)

par Audrey Duperron · 12 janv. 2015 [Express.be](#)

[La moitié des Grecs pensent que leur argent serait en sécurité dans une banque grecque si le parti de la gauche radicale SYRIZA remportait les élections du 25 janvier prochain. En revanche, 34% pensent le contraire. C'est ce qui ressort d'un sondage commandé par Palmos TVXS. Il indique également que SYRIZA dispose d'une avance confortable, puisque le parti d'Alexis Tsipras recueillerait 28,1% des voix, contre 22,6% pour le parti Nouvelle Démocratie du Premier ministre sortant](#)

## **Antonis Samaras.**

Dans une interview donnée au Wall Street Journal, [le ministre grec des Finances, Gikas Hardevoulis](#), a confirmé que [près de 3 milliards d'euros de dépôts bancaires avaient quitté le pays](#) au cours des derniers mois. Il ne s'agit que d'une petite somme, comparée aux fuites de capitaux de l'ordre de 70 milliards d'euros que le pays a connues au cours des 5 années, mais le ministre pense que ce pourrait être un signe avant-coureur de ce qui pourrait se produire. Selon lui, l'incertitude politique menace à nouveau la croissance économique du pays.

Un sondage de la chaîne allemande ARD a montré que 61% des répondants (allemands) pensent que la Grèce ferait mieux de quitter la zone euro, si elle ne veut plus respecter les conditions du plan de sauvetage. 68% refusent de consentir au pays de pratiquer une nouvelle restructuration (c'est-à-dire un rééchelonnement et/ou une décote de la dette grecque). Cependant, en Grèce, un sondage réalisé par Mega TV indique que 52,6% des Grecs interrogés pensent qu'en cas de désaccord avec les nouveaux dirigeants grecs, les prêteurs de la zone euro cèderont à leurs demandes.

En Espagne, le parti anti-establishment Podemos gagne aussi des points.

[Selon un sondage de My Word pour la chaîne Cadena SER](#), Podemos recueillait 27,5% d'intentions de vote le 20 décembre dernier. Le parti populaire du Premier ministre Mariano Rajoy obtenait quant à lui 24,6% des suffrages, tandis que le PSOE socialiste en enregistrait 19%.

## **C'est dans les vieilles marmites que l'on fait les meilleures soupes**

[Chronique matinale par Thomas Veillet - jan 12, 2015](#)

**Deux heures. Deux heures que je suis debout et deux heures que je cherche par quel biais vous « raconter » ce marché. Et je dois dire que ce n'est pas simple, puisque la seule conclusion à laquelle j'arrive, c'est que l'on tourne toujours autour des mêmes sujets, que rien ne change mis à part l'interprétation que nous en faisons.**

Vendredi passé nous nous sommes concentrés sur les chiffres de l'emploi aux USA (et aussi sur l'assaut des forces de polices françaises) et tout ce que l'on a pu en retenir n'était qu'un seul et unique mot, un mot qui fait peur :

## DEFLATION.

En effet, les chiffres de l'emploi américains étaient bons, ils montraient encore une fois que la croissance est là et que l'économie américaine crée des emplois, même si cette fois il y avait tout de même un nombre considérable d'Américains qui « quittait le monde de l'emploi ».

Alors ce point-là, mérite que l'on s'y arrête. Car on sait que chaque mois il y a des travailleurs qui partent à la retraite et qui n'ont plus besoin de chercher un emploi (quoique, avec la qualité des retraites américaines, on peut se poser des questions), mais cela n'explique pas le nombre de gens qui « pouf », comme par magie n'ont plus besoin de travailler. On ne se pose jamais la question et ça serait intéressant de connaître le détail de l'avenir de ces gens-là. Juste pas curiosité, vu que l'on sait que, vu le nombre, il est peu probable qu'ils aient tous gagné à la loterie durant le mois passé. Mais bon, honnêtement, Wall Street se fout totalement du destin de ces gens qui « quittent la force vive des travailleurs américains », tant que cela ne fausse pas leurs chiffres adorés, tout va bien.

En plus de ces gens qui arrêtaient de travailler, on constatait aussi que, même si l'on ajoute de plus en plus d'emplois à l'économie, le niveau des salaires, lui, il diminue. Cette annonce a eu deux conséquences :

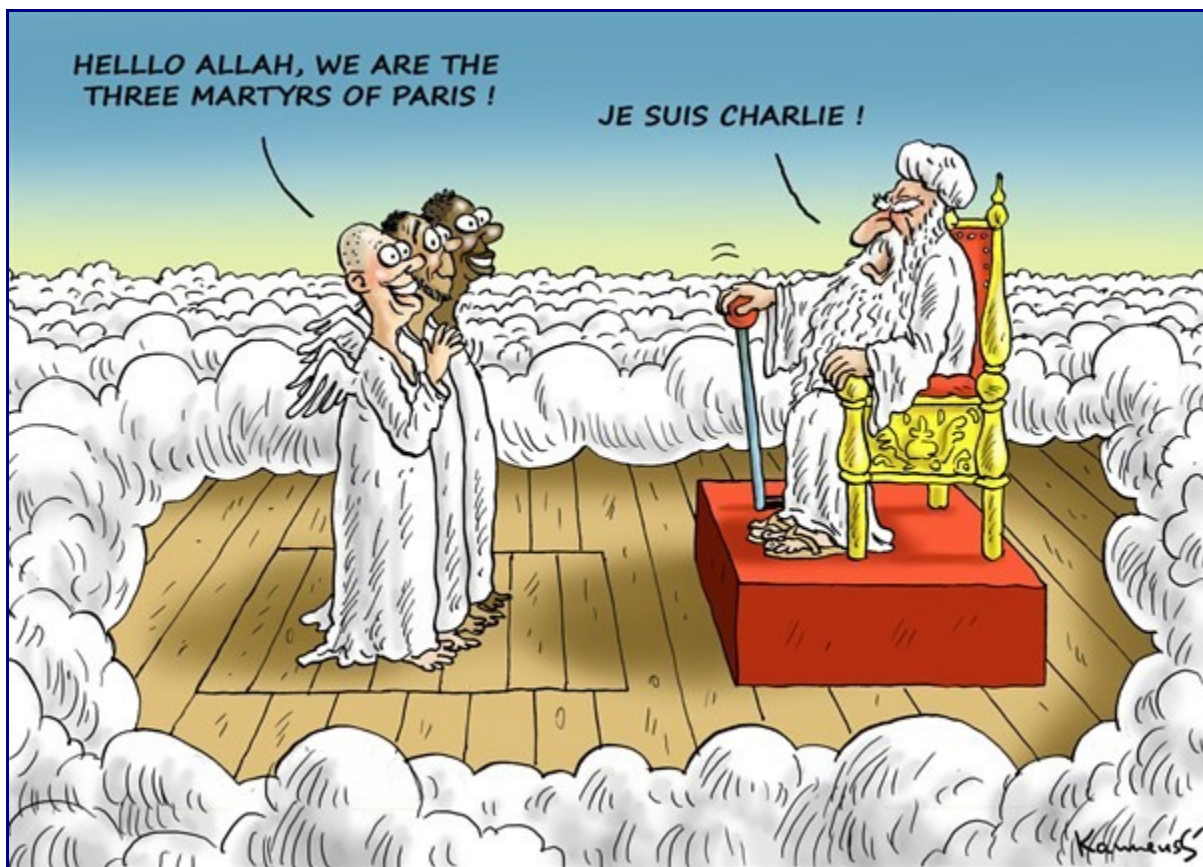
1) de rassurer les marchés sur une éventuelle hausse des taux pour freiner l'inflation, avec une décroissance pareille des niveaux de salaires, aucun risque de voir poindre l'inflation à l'horizon, donc aucun risque de voir la FED obligée d'agir en catastrophe.

2) Mais s'il n'y a pas d'inflation et que nous sommes en phase de décroissance sur les salaires, c'est que nous pourrions être dans une spirale déflationniste. Et ça, ça fout la trouille et déjà qu'en Europe on ne fait pas les malins à ce sujet, autant vous dire que s'il on aborde le sujet aux USA, on est mal.

On a donc été mal à cause de ça. Le calcul était simple : craintes de déflation aux USA ; les marchés américains reculaient de 1% à la louche et craintes de déflation aux USA avec risque de contagion et d'empirer la situation en Europe ; les marchés européens se faisaient défoncer encore une fois cette semaine. En baisse de 2% en France et en Allemagne et 3,27% de baisse à Milan et près de 4% à Madrid, il faut dire que Madrid était bien aidé par Banco Santander qui perdait 14% suite à son augmentation de capital.

Voilà, en résumé la séance de vendredi a été pourrie, une de plus cette semaine, et le bilan de la semaine est franchement pas top, cette première vraie semaine de l'année donne l'impression d'être une boule de flipper en mode partie gratuite.





Le vainqueur de la semaine ; c'est l'or. L'or qui est plébiscité en tant que valeur refuge encore une fois, et oui, la trouille ça ne se commande pas. Et un des gros perdants de la semaine c'est le pétrole qui semble ne plus jamais vouloir remonter. Ce matin le baril s'échange à 47.50\$.

Ce matin la semaine commence en Asie de façon mitigée. Le Japon est en hausse de 0.2%, Hong-Kong est à peine dans le vert, pendant que Shanghai est en baisse de plus de 2%, en passe d'aligner sa première série de trois séances de baisse depuis le début de l'année, alors que les intervenants sont en train de se demander si nous ne sommes pas allés trop vite trop haut. Et pour en rajouter une couche, le dollar est faible dans la région ce matin. Ça c'est tout de la faute des chiffres de vendredi.

On en arrive à la conclusion que la gué-guerre que se mène la probabilité d'une hausse des taux et la date qui va avec, ainsi que l'éventuelle possibilité de déflation partout dans le monde (dorénavant), promet de voir des marchés quelque peu agités ces prochains mois.

Autrement on retiendra que Shire a mis la main sur la Biotech américaine NPS pour 5.2 milliards ou 10% de prime. Que les bonus à Wall Street



pourraient être décevants cette année – je propose donc d’ouvrir un ccp à la chaîne du bonheur et de cotiser pour soutenir tout ces traders dans la détresse et le besoin. RBS veut se retirer de Asie. Le Barron’s pense que le « Bull Market » n’est pas (encore) fini et le journal pense également que le pétrole pourrait (éventuellement peut-être) aller à 20\$. Et puis la saison des résultats commence ce soir !

Alcoa va publier après la clôture et le ton sera donné. Ensuite ça sera calme deux jours puis en fin de semaine c’est les financières qui vont commencer à publier et les choses sérieuses vont commencer. À noter que la région de Dallas a été victime d’un tremblement de terre de force 3.5 sur Richter et selon certains, cette secousse devrait être attribuée aux opération de « fracking » en activité dans la région. C’est bien, parce que si en plus de détruire le sous-sol, le fracking est également capable de détruire la surface, on progresse vraiment dans le sens de l’intérêt de l’humanité (sans vouloir être écolo, mais juste logique et rationnel).

Et puis, pour terminer, selon une rumeur insistante, le Japon devrait proposer un budget record de 800 milliards.

Nous sommes donc lundi, le 12 janvier et ce matin les futures sont en baisse de 0.2%. L’Euro/\$ est 1.1855, le \$/Yen est à 118.20, le Bitcoin vaut 268\$ et le 10 ans américain offre un rendement de 1.95%. C’est toujours les mêmes histoires qui tournent et on ne fait que nous servir du réchauffé. Vivement les chiffres d’Alcoa.

Concernant les chiffres économiques, il va falloir attendre demain. Rien de concluant n’est prévu ce matin.

Il me reste à vous souhaiter un excellent début de semaine et une très belle journée. Nous on se retrouve demain en espérant qu’il y aura quelque chose à se mettre sous la dent, parce que là, c’est mince, c’est très très mince.

À demain !

Thomas Veillet  
Investir.ch

## [LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC](#)

### **DES VENTES DE NOEL DESASTREUSES EN ANGLETERRE ET AUX US ! + SUBPRIMES EN ANGLETERRE**

**du 12 au 16 janvier 2015** : Les merdias ont essayé de nous vendre un joyeux Noël avec des directs dans des centres commerciaux quasi vides. BFM-WC a même réalisé un "direct live" du rayon traiteur d'un supermarché deux jours avant Noël... c'est vous dire où ils en sont arrivés. En Angleterre, Noël n'a guère été mieux, témoin la chaîne Tesco (genre Monoprix) qui a publié des pertes massives "après des ventes de Noël désastreuses" ce qui l'oblige à fermer 43 magasins !!!! [lire ici le Daily Mail pour le croire.](#)

Aux Etats-Unis, ce ne fut guère mieux: la chaîne de librairies Barnes and Nobles a enregistré une baisse des ventes de 55%. Mais les merdias french vous disent que l'emploi repart, que ça consomme aux US, etc. Une baisse des ventes de 55% chez Barnes cela ne s'est JAMAIS vu!!! [lire ici le Wall Steet Journal.](#)

Cela est confirmé aussi par notre lecteur Mr Sidhoum qui a vu que 3 millions de Britanniques ne pourront pas payer leur remboursement de crédit immobilier à la fin janvier 2015. Les banques vont encore pâtir de la crise on dirait, une crise qu'elles ont fabriqué de toutes pièces. Consternant, [lire ici le Daily Mail.](#)

### **HA HA HA : GOLDMAN SACHS DEMANDE LA MISE A MORT DE LA JP MORGAN**

**du 12 au 16 janvier 2015** : Je vous l'avais annoncé et décrit pendant 3 ans, la guerre entre la JP Morgan et la Goldman Sachs, précisant que Blythe Masters était celle qui posait le plus de problèmes à la Goldman. Avec la vente du département matières premières de Blythe à Mercuria (une filiale indirecte de la GS), la JP Morgan avait perdu la guerre. Et maintenant Goldman veut la finir à coups de batte de base-ball et l'a fait savoir avec un communiqué des plus officiels !!!

Dingue !

C'est votre serviteur qui a eu raison contre tous les analystes de Wall Street...

Sous prétexte de capitalisation insuffisante, Goldman suggère de diviser la Morgan en 4, rien que ça, MDR. Après, il ne restera plus qu'une seule grande banque d'affaires dans le monde, la Goldman, à qui il ne faudra qu'à installer un des siens à la tête de chaque pays via sa Banque Centrale : - )

*"Our analysis indicates that even accounting for lost synergies, a JPM breakup*

*would be accretive to shareholders in most scenarios. That said, breaking up a company of JPM's size into 4 pieces (all of which would still be very large financial intuitions) would carry considerable execution risk. An inability to return excess capital or a lack of multiple re-rating could likewise meaningfully reduce potential upside". Lire [ici entre autres ZH](#) afin de rire un peu. En ce moment l'humour est manquant. Heureusement il nous reste les grosses ficelles de la Goldman Sachs.*

### **SOUS-MARIN NUCLEAIRE FRANCAIS A LOUER CHEZ HERTZ !!!!**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** Il n'y a pas que l'Armée Française qui est détruite méthodiquement en ce moment par les politiques, la Marine n'échappe pas à leur attention. Voici 3 mois je vous avais expliqué ici l'astuce trouvée, la location vente. Eh bien on y est: "*La Marine devrait vendre ses bâtiments de combat pour les relouer ensuite au nouvel acquéreur! La France va vendre ses navires militaires... pour les relouer! C'est le seul moyen trouvé par le Ministère de la Défense pour parvenir à boucler son budget 2015 ! On connaissait le leasing pour les véhicules automobiles. Il faudra désormais s'y faire pour les navires de la Marine Nationale !*"... Derrière tout ceci, vous assistez à la destruction de la France. Jean Monnet avait réussi à nous déposséder de notre industrie de l'acier, maintenant les Européistes sont en train de vendre nos ba^timents à des sociétés privées de location. Traduisez: avisos, escorteurs, porte-avions, sous-marins, etc. n'appartiendront plus vraiment à la France. [lire ici Actu Nautique](#).

### **DEMANDE DE PRIVATISATION DES COMPAGNIES PUBLIQUES FRANCAISES**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** *L'Institut des Recherches Fiscales et Economiques*, un think-tank libéral french vient de publier un Ne article prônant la privatisation absolue de la Poste, de la SNCF et, indirectement visée, d'Air France. Voici un mois, un autre think-tank américain demandait, lui, la suppression pure et simple de l'Elysée. Selon cette dernière estocade "*En France, outre la hausse des prix, l'Etat, et les collectivités locales, versent environ 7 milliards d'euros de subventions directes à la SNCF, et plus de 5 milliards au RFF (Réseau ferré de France). Ce qui fait un total de 12 milliards d'euros de subventions ! Dans l'ensemble, la SNCF coûte ainsi plus de 1000 euros par an à chaque... contribuable français soumis à l'impôt sur le revenu, qu'il prenne le train, ou non!*". C'est fou le nombre d'associations de ce type qui travaillent en arrière plan pour vendre nos services, la plupart du temps à des hedge funds anglo-saxons... [Lisez bien leur article ici](#), c'est très intéressant d'observer comment "ils" avancent, disant par exemple que la Poste fonctionne



encore comme au XIXe siècle! Merci à Confucius.

## **LA SUPPRESSION DES DEPARTEMENTS EN ROUTE !!! ET DES APPELLATIONS CONTROLEES**

**du 12 au 16 janvier 2015** : Après la suppression des diverses régions, voici programmée celle des départements. Vous avez été très nombreux à me signaler les divers "sondages" sur la suppression des départements. Eh bien figurez-vous que même les gendarmes voient l'opération arriver avec de gros sabots. Mail reçu par les unités de gendarmerie: "*Suite à la création de la réserve territoriale le 01 janvier 2015, votre unité d'affectation a changé d'appellation. Désormais, les compagnies de réserve de gendarmerie départementale (CRGD) sont dissoutes au profit des compagnies de réserve territoriale (CRT). Ce changement n'entraîne aucune modification à votre niveau. Vous voudrez bien accuser réception de ce mail à l'adresse suivante spr.bgp.rgcent@gendarmerie.interieur.gouv.fr en précisant grade, nom, prénom et groupement*". Soyez certains que d'ici 2017 ou 2018, votre département aura disparu et tous ce qui va avec. Pour réaliser des économies afin de mieux rembourser la dette : - )

Dans la même logique, notre lecteur Mr O'Toole qui vit en Allemagne nous signale que la presse allemande est folle de rage puisque "en substance, sous prétexte de "liberté du commerce" (*Frei Handel*), nous ne pourrons bientôt plus protéger les fromages ou charcuteries régionales (*können wir nicht mehr jede Wurst und jeden Käse als Spezialität schützen*) ... Bientôt du camembert texan ou de l'andouille de Chicago? Quelques diverses sources, mais l'info est la même, d'ou confirmation quasi certaine de l'application proche: "*Ende von Privilegien für regionale Produkte befürchtet. Die Hersteller regionaler Spezialitäten wie Schinken oder Brot könnten nach Einschätzung von Bundeslandwirtschaftsminister Christian Schmidt (CSU) durch das ... Minister: TTIP bringt Änderungen bei regionalen Produkt... Alle aktuellen Nachrichten zu Christian Schmidt, Privileg, CSU auf nachrichten.de ... Minister will Schutz für deutsche Spezialitäten kippen ... Minister will Schutz für deutsche Spezialitäten kippen "Nicht mehr jede Wurst als Spezialität schützen": Das geplante Freihandelsabkommen mit den USA könnte nach Ansicht von Landwirtschaftsminister Schmidt Privil... www.welt.de*". Commentaire de notre lecteur: "**TAFTA et TTIP, l'invasion destructrice commence**".

## **SANTANDER EN FAILLITE DOIT AUGMENTER SON CAPITAL + FAILLITE DE DEUX BANQUES AMERICAINES + GRECE**

**du 12 au 16 janvier 2015** : Les aventures de la Banco Santander ne sont pas

terminées. L'établissement doit injecter dans son capital 7500 millions d'euros, ou 7 milliards, rien que ça. En cas de panique bancaire des Espagnols, et aujourd'hui tout est possible, la banque serait obligée de fermer ses portes en 5 minutes. Cela veut aussi dire qu'elle a dilapidé un minimum de 7 milliards de dépôts de ses clients. Dingue. Lire [ici El Mundo](#), merci à Mr Deisser. Dans le même registre, aux US, la Northern Star Bank est tombée le 9 décembre en toute discrétion, tout comme la Frontier Bank californienne début novembre, [lire ici la liste des banques mourues de la FDIC](#) qui assure les dépôts pour le compte de l'Etat fédéral.

En Europe, le magazine allemand Bild craint un bank run en Grèce et avertit ses lecteurs sur une sortie des Grecs de la zone euro... Très curieux, car la BCE souffle le chaud et le froid sur cette affaire. Un coup ils sortent, un coup ils restent... au grè des opérations des traders de Franfort. Dans tous les cas, les établissements exposés à Athènes ont des soucis à se faire. A part cela, tout va bien dans le monde des banques. Ah oui, j'ai oublié Thomas Gilbert ce gestionnaire du hedge funds WainScott Capital partners qui a été retrouvé poignardé dans la première semaine de janvier, une histoire plus crapuleuse qu'autre chose, [lire ici l'AP](#).

PS: malgré des résultats mitigés de fin d'année, les banquiers se sont versés au Canada plus de 12 milliards de dollars de bonus, pris évidemment sur les comptes des gens... [lire ici La Presse](#), merci à Yvan.

## **ATTENTION A VOS ECONOMIES: SUPPRESSION DE LA GARANTIE "100.000 EUROS"**

**du 12 au 16 janvier 2015** : Mr Debrauwre a vu sur l'Express belge (lui au moins donne des informations :-)) "*Le seuil garanti des 100.000 euros de dépôt bancaire ne vise qu'à donner un sentiment de sécurité. Depuis le début de cette année, les dépôts bancaires qui dépassent 100.000 euros ne sont plus garantis par l'Etat en Autriche. A partir de 2016, cette mesure sera appliquée sur l'ensemble de l'Europe ... une conséquence de la création de l'Union Bancaire Européenne, elle vise à éviter que les contribuables ne soient mis à contribution en cas de faillites des banques. Les banques doivent maintenant détenir davantage de capitaux ... les actionnaires des banques et leurs créanciers seront mis à contribution dans le cadre de la restructuration d'une banque défailante ... Mais cela n'empêchera pas l'Etat d'intervenir pour sauver les banques menacées en faisant appel à l'argent des contribuables, écrit le journal autrichien Salzburger Nachrichten*". Eh bien voilà !!! C'est beau les politiques, non ?

Traduction: en cas de fonte bancaire globale, tout l'argent des contribuables pourra être pris... C'est juste un montage bidon, d'autant plus bidon que, comme on l'a vu avec la Santander, aucune banque n'est à l'abri d'une faillite immédiate. [Lire ici pour le croire.](#)

## **LE COURS DE L'OR TOUJOURS BIDONNE, MAIS LE PHYSIQUE A PROGRESSE DE 17%**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** Le souci est que malgré toutes les odieuses manipulations montées de toutes pièces par la Fed, la Maison Blanche et les grandes banques américaines, japonaises et allemandes, le cours de l'or a quand même progressé de 17% de janvier 2014 à janvier 2015, soit une progression de 5000 euros par lingot. Ce qui est la preuve des tensions monstrueuses qui parcourent en ce moment même la totalité du marché, inondé d'or en carton et en papier bouffant 80 grammes. Moralité, il n'existe rien de mieux que d'acheter de l'or, pour la simple et bonne raison est que vous le sortez du marché. Les banques seront obligées de remettre encore plus d'or papier : - ) La "*relique barbare*" résiste malgré toutes les misères que lui fait le 666.

## **LES MANIFESTATIONS POUR LE VIVRE-ENSEMBLE SONT CHEZ LES LAICS, LES MEURTRIERS CHEZ LES ISLAMISTES**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** En 1987, en pleine crise nucléaire internationale, Francois Mitterrand avait eu cette célèbre phrase: "*Les manifestations pacifistes sont à l'Ouest, mais les missiles menaçant l'Europe sont à l'Est*". Sans se consulter entre nous, Sébastien Dieu et moi sommes arrivés à la même conclusion. Lui avec son dessin, et moi avec ce rappel Mitterrand. En clair, ces manifestations massives nationales de dimanche ne serviront pas à grand chose, le même esprit de révolte ayant soufflé sur le monde entier après le 11 septembre 2011. Résultat? Le nombre d'exécutions sommaires par les islamistes ont explosé depuis! Mieux, les islamistes ont même une armée à eux maintenant, à disposition et en action! Et on voit encore plus de "belphégors" en France aujourd'hui qu'en 2001.

Hier, les locaux du journal allemand Morgenpost qui avait publié les dessins sur Mahomet de Charlie Hebdo ont été... incendiés, [lire ici Euronews!](#) Pas un sujet video sur BFM-WC. Jeudi dernier, un militaire du 3e RPIMA a été violemment agressé par un autre islamiste avec une machette. "*Carcassonne: un para du 3 agressé au cri d'Allah Akbar ... le suspect aurait déclaré : "C'est vous les prochains, les gars du 3e RPIMa, on va vous faire ce que l'on a fait à Charlie Hebdo, Allah Akbar. On b\*\*\*\* vos mères"*", lire [ici l'Independant](#), merci à Mr

Aubrun.

Pas un mot non plus sur les merdias-tv.



En revanche, depuis 3 ans, il n'existe pas une seule semaine au cours de laquelle des statues de la Vierge, du Christ ne soient pas décapitées au sein même des églises françaises. "*Bressuire: 5 statues de la Vierge décapitées à Notre-Dame. La découverte a suscité un réel émoi, au sein de la paroisse Saint-Hilaire-en-Bocage*", [lire le Courrier de l'Ouest](#). Pas un jour sans lequel une paroisse n'est pas volée... [lire ici Francetvinfo](#), merci à nos lecteurs Mme Martin et à Willy. Ou encore [ici 20 minutes](#) et [ici sur cette église en Haute garonne](#). Pas de réaction de l'Etat, des merdias et des prélats de l'Eglise. Les décapitations d'humains faites par les Islamistes sont filmées et les vidéos sont innombrables, témoins de leur violence à vouloir imposer la charia partout où se trouvent des musulmans. Celle des statues est un avertissement de ce qui nous attend en France.

Pour reformuler François Mitterrand: "*Les laïcs sont au pouvoir, mais la charia a déjà commencé son travail de destruction au coeur même de leur pays*".

Etonnant de voir qu'aucune télé n'ait eu l'idée de demander, hier, à Zemmour ou à Houellebecq ce qu'ils en pensent, surtout à Houellebecq qui avait décrit cette situation voici 10 ans déjà dans son livre "*La Possibilité d'une Ile*" que les islamistes modérés (ha ha ha) avaient déjà voulu faire interdire par voie de justice. **Il décrivait la réalité actuelle que les "modérés" ont voulu justement interdire. Les mêmes ont défilé hier pour la "liberté d'expression" !!!!**

Quelle araque !

Les laïcs français se battent pour enlever les crèches, et en même temps, 17 personnes ont été sauvagement assassinées par des islamistes voulant venger une insulte aux musulmans. Mais ces chantres de laïcité, ces Melenchons, ces Plenels, ne comprennent toujours pas. Un homme politique indien musulman s'est même réjoui de l'affaire: "*Yakub Qureshi a proposé une récompense d'environ 7 millions d'euros pour saluer le geste des terroristes qui ont sévi dans la rédaction de Charlie Hebdo*", [lire ici 20 minutes](#).

A ce tarif (en millions de dollars), on en verra d'autres des attentats de ce type, parfaits pour maintenir la pression sur les gouvernements laïcs européens. Progressivement, une chappe de plomb va tomber sur les rédactions, comme par exemple déjà sur CNN, qui a refusé de montrer les couvertures de Charlie Hebdo, les jugeant "*politiquement insultants pour les musulmans*". Il est vrai, CNN reçoit des millions de dollars de publicité chaque mois de toutes les grandes compagnies aériennes du Moyen-Orient. Ceci explique cela. Je rappelle qu'une compagnie saoudienne a demandé maintenant une séparation entre les passagers hommes et femmes!!! C'est cela l'islam dit "modéré".

Et que dire de BFM-Pathos-TV qui nous a fait l'apologie de cet islam modéré hier soir dans l'émission de Rondelatte? C'est Houellbecq qui a raison: d'ici quelques années, l'élite des merdias nous vendra la charia de la même façon qu'ils nous vendent un islam soit disant modéré et inoffensif aujourd'hui. A ce rythme, c'est en effet juste une question d'années ou de générations. Dans tous les cas, les dessinateurs de Charlie-Hebdo ont payé de leur vie la "*laïcité*" et le "*vivre ensemble*". C'est même l'ironie de la chose.

PS: Raif Badawi, un blogueur saoudien, lui a été condamné en mai dernier à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet pour avoir insulté l'Islam! Deux poids deux mesures, [lire ici le Guardian](#). Pas de manifs devant l'ambassade d'Arabie Saoudite, ils ont trop de pétrole, merci à Mr Ballerand.

PS2: fou rire nerveux absolu dans le cortège de Charlie Hebdo lorsqu'un pigeon a lâché une fiente qui est tombée sur l'épaule de... François Hollande venu serrer des mains. Pour une fois qu'il n'a pas plu, le Ciel s'est manifesté autrement... Lire [ici 20 minutes pour le croire](#).

### **ENCORE UN SUICIDE DE POLICIER !!!!**

**du 12 au 16 janvier 2015** : L'année 2015 commence aussi avec le suicide de Helric Fredou, un commissaire de police de Limoges, figurez-vous chargé du dossier Charlie Hebdo !!!! "*Limoges : suicide d'un commissaire de police. A peine plus d'un an après qu'il ne découvre le corps sans vie du numéro 3 du*



*SRPJ de Limoges, le numéro 2 du service s'est donné la mort hier sur son lieu de travail avec son arme de service ... Le commissaire Fredou, comme tous les agents du SRPJ, travaillait hier soir sur l'affaire de la tuerie au siège de Charlie Hebdo. Il avait notamment enquêté auprès de la famille de l'une des victimes. Il s'est tué avant même de remettre son rapport" !!! Dingue. Est-ce vraiment une coïncidence ???? [Lire ici FR3 pour le croire](#). Je trouve que ça fait beaucoup de commissaires de police qui se donnent la mort depuis deux ans.*

### **PLUS DE THUNES A BETHUNES (bis)**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** La ville de Béthunes (qui a un charme étonnant) est une des villes les plus endettées de France avec 2200 euros par habitant ("*Maubeuge (16e) et Béthune (17e), deux villes dirigées par des maires de gauche, mais aussi deux villes qui figurent dans le peu glorieux Top 20 des villes les plus endettées de France à la fin de l'année 2011, [lire ici et ici La Voix du Nord](#)*") doit se séparer de son Golf Municipal! Un vrai drame à 300.000 euros: "*C'est le temps des économies, il faut combler les trous ... En plein débat d'orientation budgétaire, l'annonce de la possible fermeture du golf municipal a fait l'effet d'une bombe. Les golfeurs n'osent plus se réabonner et le président exige une réponse claire du maire. Alors, condamné à mort ou pas ? La menace est réelle, les prochaines semaines seront décisives*", [lire ici Nord Eclair](#). C'est vrai, je suis surpris même que la municipalité ait eu tant d'argent à dilapider dans ce "sport" qu'on peut voir comme un passe-temps typique des gens très aisés. De gauche quoi : - ) Imaginez une municipalité de droite dans la même position... la gauche se serait déchaînée !

### **LA PREMIERE GRANDE LISTE DES LICENCIEMENTS DE 2015 : MORT EN DIRECT DES CHAINES DE MAGASINS !**

**du 12 au 16 janvier 2015 :** Chers lecteurs, la liste ci-dessous m'a pris 2 jours de travail et elle annonce une année 2015 horrible, pire même que 2014 ce qui n'était pas évident. La loi de l'impact à 24 mois veut que si vous doublez cette liste, vous obtenez des années 2016 et 2017 absolument apocalyptiques, à condition qu'on y parvienne. La planche à billets, associée à un système de contrôle de l'information permettent de maintenir les gens en esclavage mental et monétaire pendant un temps, mais jamais très longtemps. Analysez la liste, et vous verrez que la faillite des grandes chaînes a repris de plus belle, amplifiant le mouvement que j'ai vu reprendre en mai 2012. Courage à

**toutes et tous: si McDonald licencie dans son QG, tout comme Coca Cola, quelque chose d'horrible se prépare. Soyez très très vigilants.**

- **ALP France** à Chorges, 7 postes menacés - lire [Le Dauphiné](#) merci à Mr Pointet
- **Angleterre (pétrole)** 33% des compagnies pétro-gazières britanniques opérant en mer du Nord menacées de faillite - lire [Business Bourse](#) merci à les lecteurs
- **Antero Resources** licencie 250 courtiers en énergie !!! - lire [Eagle Ford Texas](#) merci à Cédric
- **Antipodes Voyages** radié du registre des opérateurs de voyages et de séjours d'Atout France en date du 16 décembre 2014, la société n'avait plus de garantie financière depuis le 11 décembre 2014 - lire [Tour Mag](#) merci à Mr Ferriere
- **Arfeo-Buroform** à Laval à été liquidée 220 salariés (90 à Valdivienne, 130 à Château-Gontier) se retrouvent au chômage et iront chez Paul Emploi - lire [site entreprise](#) merci à Mr Martin
- **Bank Fashion UK** encore une chaîne de boutiques, 84 au total en Angleterre, qui explose.... C'est la mode en ce moment !!! 1500 personnes risquent de perdre leur emploi - lire [The Telegraph](#) merci à Mr Ballerand
- **Bath Iron Works** licencie 48 spécialistes de réparations de navires - lire [Press Herald](#) merci à DJC
- **Belgique (chômage des jeunes)** des milliers de jeunes privés d'indemnités chômage après leurs études? - lire [RTBF](#) merci à Adr
- **Belgique (chômage)** la CSC prédit une hécatombe sociale en 2015 - lire [RTBF](#) merci à Adr
- **Belgique (inox)** l'inox chinois menace 5.000 emplois à Charleroi et Genk - lire [7 sur 7](#) merci à Mr Bukens
- **Body Central** cette autre chaîne ferme ses 265 boutiques et 2500 personnes se retrouvent au chômage !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Bloomberg](#) merci à Mr Smith
- **Bombardier** licencie encore et encore, cette fois 40 ingénieurs dans ses bureaux de Thunder Bay - lire [Financial Post](#) merci à Cédric
- **Bottom Dollar Food USA** ferme 66 boutiques, 2200 personnes jetées à la rue !!! - lire [Charlotte Observer](#) merci à Mr Ballerand

- **Breakfast TV** CityTV supprime cette chaîne de télé et vire 14 personnes - lire [Winnipeg Free Press](#) merci à Cédric
- **Bridgestone Tires** le célèbre fournisseurs de pneus vire 69 ouvriers de son usine américaine de Des Moines - lire [ABC Who TV](#) merci à DJC
- **Café Grand Mère** suite à son rachat par Lavazza, licenciements à prévoir - lire [Le Figaro](#) merci à Indiana
- **Café L'OR** suite à son rachat par Lavazza, licenciements à prévoir - lire [Le Figaro](#) merci à Indiana
- **Carolina Mattress Guild** symbolique, mais très intéressant : cette boutique avec 5 salariés en faillite car les gens ne peuvent même plus changer leur matelas usé - lire [Triad Business Journal](#) merci à DJC
- **Casino de Grasse** ferme ses portes car Il n'a pas obtenu le renouvellement de son autorisation d'exploitation de jeux : 30 personnes iront jouer à Paul Emploi pour trouver un nouveau travail - lire [France 3](#) merci à Mr Waroquet
- **Casino de Juan les Pins** risque lui aussi de fermer, 30 autres personnes iraient chez Casino Emploi - lire [Nice Matin](#) merci à Mr Waroquet
- **Caterpillar** le géant du BTP sans lequel aucune construction ne peut sortir de terre a encore licencié 200 salariés - lire [ABC](#) merci à DJC
- **Centre 7** cette usine de conditionnement de parfums de luxe de Saint-Sornin-Leulac, qui compte 52 salariés, a entamé un plan de sauvegarde de l'emploi afin de licencier 15 personnes, en plus de 2 départs volontaires - lire [Le Populaire](#) merci à Mme Landry
- **Châteauroux (faillites dans la ville)** en 2014 le tribunal de commerce de Châteauroux a prononcé 126 liquidations judiciaires laissant 128 salariés sur le carreau (38 chez les meubles Jacquelin à Écueillé, et 33 chez Châteauroux Ceramics, par exemple). Plus qu'en 2013 qui enregistrait 114 liquidations pour 86 salariés. Des disparitions d'entreprises, souvent artisanales, qui touchent durement le bâtiment. Un secteur du BTP qui voit s'effriter le nombre de ses entreprises passant de 665 en 2013 à 645 en 2014, soit près de 250 emplois perdus selon la Fédération du bâtiment de l'Indre. Difficile d'envisager l'avenir avec sérénité. Les poids lourds de l'industrie ne sont pas épargnés. Le tribunal a prononcé, l'an dernier, 49 redressements judiciaires, certes moins qu'en 2013 qui comptait 60 procédures, mais qui impactent 670 salariés. La Française de roues (F2R), avec 381 salariés, est la première concernée par cette procédure et à la fin de l'année, c'est Châteauroux Ceramics (119 personnes) qui se retrouve également dans l'incertitude avec un sursis d'activité de six mois - lire [Nouvelle](#)



[République](#) merci à mon lecteur

- **Cinram usine JVC** l'usine est fermée 100 ouvriers jetés à la rue !!! - lire [Tuscaloo News](#) merci à DJC

- **Civeo Energy** licencie 45 % de ses salariés et 30 % de ses cadres !!! CIVEO HAS CUT U.S., CANADA HEADCOUNT BY 45%, 30% FROM EARLY '14 - lire [Zero hedge](#) merci à (pj)

- **Coca Cola** vire 1800 salariés dans le monde - lire [News Eco](#) merci à Indiana

- **Codemasters** l'éditeur du jeu video Dirt 4 vire 30 programmeurs !!!! - lire [Gamespot](#) merci à Kimberley

- **Conseil Général du Morbihan vs Transports Le Divenah** cette société familiale risque de perdre sa délégation du conseil général du morbihan au profit d'un grand groupe en situation monopolistique : kéolis. Ci joint l'article paru dans le ouest france. 35 emplois en jeu et une entreprise qui risque clairement sa fermeture. La société de transport le Divenah fournit d'excellentes prestations avec du matériel performant et impeccable et des chauffeurs toujours très aimable et compétant. - lire [Ouest France](#) merci à Mr Lucazeau

- **Consult Voyages** radié du registre des opérateurs de voyages et de séjours d'Atout France en date du 16 décembre 2014., la société n'avait plus de garantie financière depuis le 11 décembre 2014. - lire [Tour Mag](#) merci à Mr Ferriere

- **Deb Shops** la chaîne de boutiques a décidé de fermer tous ses 287 magasins pour cause de faillite plus de 1600 jetées à la rue !!!!!!!!!!!!!!! - lire [Michigan Live](#) merci à DJC

- **Epicéa Canada** la grande chaîne canadienne ferme 14 magasins dont 11 sous le nom de Jardin Mobile, 60 salariés au chômage - lire [La Presse](#) merci à Mr Rohrbacher

- **Etats-Unis (chômage)** record historique dû à la planche à billets : 92,2 millions d'Américains ne trouvent pas de travail - lire [Zero Hedge](#) merci à les lecteurs

- **Eurotunnel** la justice britannique a confirmé l'interdiction faite à Eurotunnel de continuer à exploiter des ferries entre Calais et Douvres, ruinant les derniers espoirs du groupe français. En jeu, les emplois d'environ 600 marins. - lire [Le Monde](#) merci à Mme Landry

- **Evernote** le célèbre éditeur du "bureau cloud" licencie 40 programmeurs de son QG suite au manque d' abonnements (il est vrai trop cher) - lire [Gamespot](#) merci à Kimberley

- **Exilis Inc** vire 211 ingénieurs travaillant sur la navette spatiale - lire [Orlando Sentinel](#) merci à DJC
- **Fox News** la grande chaîne de télé américaine licencie 75 vendeurs de publicité - lire [Multichannel News](#) merci à DJC
- **France (faillites)** les faillites sont arrivées à un niveau historique : 63.400 !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Euler Hermes](#) merci à Mme Landry
- **General Electric Money Bank France** 204 postes supprimés sur 700 dans ses bureaux de La Défense - lire [News Banques](#) merci à mon lecteur
- **Greatbatch US** délocalise tout au Mexique et vire 175 ouvriers à Plymouth - lire [Minneapolis business Journal](#) merci à DJC
- **Hôtel des Impôts** 11 postes supprimés en 2015 de la Direction départementale des finances publiques- lire [La Nouvelle République](#) merci à Mr Waroquet
- **Italie (chômage)** Le taux de chômage à un plus haut historique de 13,4% en Italie - lire [Yahoo](#) merci à Adr
- **Johnson The Cleaners UK** la chaîne de pressings ferme soudain 100 pressings de quartiers !!!!!!!!!!!!!!! 300 salariés à la rue - lire [Gazette Live](#) merci à Mme Ryan
- **Just baked** la chaîne de pâtisserie ferme ses 10 magasins 30 personnes à la rue - lire [Detroit Local](#) merci à DJC
- **L-3 National Security Solutions** de la sécurité et espionnage licencie 136 spécialistes sur la Patrick Air Force Base - lire [Orlando Sentinel](#) merci à DJC
- **Laminoirs de Longtain** pas de repreneur, 110 personnes chez Belge Emploi - lire [RTBF](#) merci à Mr Debrauwere
- **Languedoc-Roussillon** le chômage poursuit sa hausse en novembre, à + 0,7 %. +6,4% sur un an - lire [Midi Libre](#) merci à Erp
- **Lille (boîtes de nuit)** une centaine d'emplois menacés dans le monde de la nuit - lire [La Voix du Nord](#) merci à Mr Delaeter
- **Lycées Hotellerie-Restauration** *"Aucune presse n'en parle. Les prof en grève car il est prévu dès la rentrée prochaine 2015-2016 de supprimer dorénavant tous les cours pratiques dans les classes de 2ème. Ainsi, dans trois ans, il n'y aura plus du tout de TP pour ces élèves de la 2ème à la Terminale. Conséquences: les élèves vont apprendre à préparer des carottes, faire mijoter des rôtis, faire la plonge et faire les lits en regardant des slides (pps). De plus, TOUS les restaurants d'application seront fermés définitivement dans 3 ans et*

*ainsi ne pourront plus accueillir de public. En outre, les élèves qui avaient la chance de trouver des stages de plusieurs mois dans des restaurants de prestige en France et à l'Étranger ne seront plus du tout attractifs pour ces établissements en raison du manque de pratique" - lire [Signer la pétition](#) merci à Mr Birrochon*

- **Macys** la grande chaîne américaine ferme encore des magasins, cette fois 14 de plus, et 1643 personnes seront virées - lire [Le Figaro](#) merci à Cédric
- **Maximus** le centre d'appel vire 1500 téléphonistes !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Kpvi](#) merci à DJC
- **McDonald US** ENOOORRRMMEE : MacDo a jeté à la rue 63 cadres de son QG pour faire des économies !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! les pauvres ne peuvent même plus se payer un Bigmac! - lire [Chicago Tribune](#) merci à DJC
- **Mexique (Secteur Pétrole)** plus de 10.000 salariés virés des compagnies pétrolières !!!!! - lire [Bloomberg](#) merci à Mme Harper
- **Mittera Wisconsin** l'imprimeur ferme et vire 56 imprimeurs - lire [Milwaukee Journal Sentinel](#) merci à DJC
- **Nadine Guillaume Tricots** à Amiens et Paris ferme définitivement, 50 personnes iront tricoter chez Paul Emploi - lire [Courrier Picard](#) merci à Mr Geliwin
- **NSB Financial Advisors** ce hedge fund qui gère plus d'un milliard de dollars s'est déclaré en faillite !!!!!!! - lire [Dow Jones](#) merci à Mr Smith
- **Ochoco Lumber** le fournisseur de bois ferme sa seconde usine de ... Malheur (si, si) 42 ouvriers vont perdre leur emploi - lire [Blue Mountain Eagle](#) merci à DJC
- **Pitney Bowes** gestion de données et de systèmes de courrier a viré 60 salariés sur 85 !!!!!!! Autant pour les chiffres bidons de la reprise des embauches aux US - lire [NewsDay](#) merci à Cédric
- **Sears US** la société continue à fermer ses centres de distribution, ici celui de Dallas, 77 salariés jetés à la rue - lire [Consumerist](#) merci à Cédric
- **Shell Canada** licencie 300 ingénieurs dans l'Alberta - lire [Kelowna Now](#) merci à DJC
- **SNCF** dans la dernière liste de décembre je vous avais donné 1000 personnes à virer à la SNCF en 2015. **Eh bien ce chiffre est passé à... 1600 !!!!!!!!!!!** 600 personnes de plus qui iront chez Paul Emploi sur des rails !!!! Dingue... Il faut bien payer les avocats américains - lire [France Info](#) merci à aux lecteurs

- **Standard Chartered Bank** la célèbre banque vire 4000 salariés et arrête les opérations de courtage - lire [La Dépêche](#) merci à Mr Rohrbacher
- **Tenaris Hickman Steel** Vire 300 ouvriers de son site de Blytheville !! - lire [Wreg](#) merci à Mme Landry
- **Tesco UK** le géant anglais va fermer 43 magasins de plus, plus de 600 salariés au Paul Work anglais - lire [AFP](#) merci à Mr Ballerand
- **Tops Pharmacies** la chaîne a décidé de fermer ses 7 pharmacies !!!! Les Américains ne peuvent plus se payer leurs médicaments - lire [13Wham](#) merci à DJC
- **Tuc Rail Belgique** vire 150 ouvriers !!!! - lire [7sur7](#) merci à Mr Bukens
- **United Bank** elle ferme trois agences de Windsor ! - lire [CT Now](#) merci à Mme Landry
- **US Steel** le géant de l'acier américain met à l'arrêt deux sites de production de brut et de gaz et vire 756 spécialistes - lire [Tribb Live Business](#) merci à DJC
- **US Steel Tubular** le constructeur de tubes géants vire 614 ouvriers !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Fox 8](#) merci à DJC
- **Versailles** la ville supprime sa brigade équestre !!!! - lire [Le Parisien](#) merci à Mr Voltaire
- **Virginimega.fr** a définitivement fermé le 31 décembre 2014 - lire [site entreprise](#) merci à Radio TPE
- **WBH Energy US** suite à l'effondrement du cours du brut, la société est en faillite !!!! - lire [Zero Hedge](#) merci à (pj)
- **Weat Seal US** la chaîne a décidé de fermer tous ses 338 magasins !!!!!!!!!!!!!!! 3695 salariés licenciés - lire [Important News](#) merci à Mr Ballerand
- **Wet Seal** la chaîne a décidé de fermer ses 338 boutiques et vire 3695 salariés !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!! - lire [Fortune.com](#) merci à DJC
- **Yokohama pneus** le célèbre fournisseurs de pneus vire 31 ouvriers de son usine américaine de Salem - lire [WDBJ7](#) merci à DJC